

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL  
MISSION INTERMINISTÉRIELLE  
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT  
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

RECHERCHE ET  
ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR EN MATIÈRE  
ÉCONOMIQUE ET  
INDUSTRIELLE



---

### PROGRAMME 192

---

#### RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

|   |    |
|---|----|
| <a href="#">Bilan stratégique du rapport annuel de performances</a> | 5  |
| <a href="#">Objectifs et indicateurs de performance</a>             | 9  |
| <a href="#">Présentation des crédits et des dépenses fiscales</a>   | 16 |
| <a href="#">Justification au premier euro</a>                       | 24 |
| <a href="#">Opérateurs</a>  | 48 |



## BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

### Thomas COURBE

Directeur général des entreprises

Responsable du programme n° 192 : Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle

Dans un contexte de concurrence internationale renforcée, le soutien public à la recherche et à l'innovation constitue un des principaux leviers de la compétitivité des entreprises et de l'emploi. En 2019, le ministère de l'économie et des finances a maintenu une politique d'innovation incitative visant à réduire le retard relatif des investissements privés dans ce domaine, en comparaison avec ceux des pays de l'OCDE les plus performants.

Cela s'est traduit notamment par le financement de programmes d'innovation, via le fonds de compétitivité des entreprises (plan Nano 2022, Régime d'appui pour l'innovation duale [RAPID]), à hauteur de 129,9 M€ (en autorisations d'engagement effectives, 117,8 M€ en consommation nette du fait des retraits d'engagements sur années antérieures) autour d'un axe prioritaire : le développement des technologies du semi-conducteur.

Ce soutien s'inscrit dans le cadre du plan de politique industrielle Nano 2022 (2018-2022). Celui-ci décline et prolonge en France le Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC) microélectronique. Il succède à Nano2017, dont l'ensemble des travaux ont été engagés, et dont l'évaluation finale, engagée courant 2019 pour 96 k€, sera livrée en 2020.

Par ailleurs, la BPI a contribué à la diffusion de l'innovation dans les PME et ETI par le biais du programme « Aides à l'innovation » (AI), pour lequel la dotation de l'État a été de 85 M€ en 2019, contribuant au soutien de plus de 2 600 entreprises. En raison de l'effet multiplicateur, l'aide totale distribuée aux entreprises s'élève à 335 M€ ainsi répartis :

- 91 M€ d'avances remboursables (AR) ;
- 197 M€ de prêts innovation et prêts FEDER ;
- 47 M€ de subventions.

30,9 M€, en provenance de reliquats de fonds innovation de la BPI (ISI 2009 pour 28,9 M€ et PMII pour 1,9 M€) ont complété cette enveloppe en 2019.

Enfin, le dispositif d'exonération de cotisations sociales des « Jeunes entreprises innovantes » (JEI) a confirmé son attractivité en 2019 : le nombre de bénéficiaires du dispositif a plus que doublé, passant de 1 300 en 2004 à 3 900 en 2018 (le chiffre de 2019 sera connu au printemps 2020), pour une dépense budgétaire en 2019 de 210,6 M€. La loi de finances 2020 a prolongé le régime jusqu'au 31 décembre 2022.

Au-delà de ces actions de soutien à l'innovation, le programme a porté les moyens de plusieurs écoles :

- Le Groupe Mines Télécom qui a connu deux évolutions structurantes en 2019 :

- l'Institut Mines-Télécom (au périmètre de ses 2 écoles Télécom Paris et Télécom SudParis) est devenu établissement composante du nouvel Institut Polytechnique de Paris ;
- Mines Paris a changé de statut, devenant un EPSCP - grand établissement ; l'école est également établissement composante de l'Université Paris sciences et lettres, qui est un établissement expérimental depuis le décret du 9 novembre 2019.

La direction générale de l'Institut Mines Télécom (IMT) et deux écoles ont par ailleurs rejoint le campus de Saclay, ce qui permettra à l'IMT de développer ses échanges avec les établissements d'enseignement supérieur et les nombreuses entreprises qui y sont implantés.

Les écoles du groupe poursuivent le développement de leur activité de recherche en partenariat avec les entreprises, avec le maintien d'un haut niveau de financement de ces activités sur ressources propres (102 M€, soit 41 % des dépenses consacrées à la recherche).

- Le Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES) qui a accédé aux responsabilités et compétences élargies par arrêté en date du 3 décembre 2019.

- L'Institut Mines Télécom, au périmètre de Télécom Paris et Télécom SudParis, et le GENES, au périmètre de l'ENSAE Paris, ont participé activement à la création d'un nouvel institut, l'Institut polytechnique de Paris (IP Paris) créé le 31 mai 2019. L'IP Paris a obtenu les accréditations pour délivrer les diplômes de mastère et de doctorat en juillet 2019. Une nouvelle offre de mastères a été élaborée pour la rentrée 2020 / 2021 et 4 projets portés par IP Paris sont lauréats de l'appel à projets vague 2 des Écoles Universitaires de Recherche (EUR) géré par l'Agence Nationale de la Recherche.

- Enfin, la Grande École du Numérique a labellisé 348 nouvelles formations en 2019 dans le cadre du PIC (plan d'investissement dans les compétences) du ministère du travail, qui s'ajoutent aux 403 déjà existantes. L'ensemble de ces formations a permis de former 18 435 apprenants éloignés du marché de l'emploi en 2019.

S'agissant des principales dépenses fiscales rattachées au programme 192, elles contribuent à l'objectif 3 :

« Contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes » mis en avant par ce programme :

- le Crédit d'impôt innovation (CII) est une mesure fiscale réservée aux PME. Ces dernières peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 20 % des dépenses nécessaires à la conception et/ou à la réalisation de prototypes ou d'installations pilotes d'un produit nouveau. L'assiette est plafonnée à 400 000 euros par an et par entreprise.

Les activités des entreprises concernées par le CII peuvent également bénéficier des exonérations sociales prévues par le dispositif « Jeunes entreprises innovantes » porté par le programme 192, lorsqu'elles répondent aux critères d'éligibilité.

Le coût du CII est évalué à 195 M€ en 2019 (donnée prévisionnelle) ;

- le régime fiscal de la taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cessions et de concessions de brevets a pour objectif d'inciter à céder ou à concéder des brevets non exploités et à encourager l'innovation des entreprises.

Le coût de la mesure est évalué à 566 M€ pour 2019 (donnée prévisionnelle).

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

|                   |   |
|-------------------|---|
| <b>OBJECTIF 1</b> | <b>Contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises par le développement des pôles de compétitivité</b>          |
| INDICATEUR 1.1    | Impact de la politique des pôles de compétitivité sur les entreprises et les territoires                                |
| <b>OBJECTIF 2</b> | <b>Optimiser la valorisation de la recherche des organismes de formation supérieure et de recherche</b>                 |
| INDICATEUR 2.1    | Part des montants des contrats de recherche et des partenariats sur les ressources des écoles consacrées à la recherche |
| INDICATEUR 2.2    | Bibliométrie des écoles   |
| <b>OBJECTIF 3</b> | <b>Contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes</b>   |
| INDICATEUR 3.1    | Écart entre la croissance des entreprises aidées par Bpifrance Financement et celle des entreprises comparables         |
| INDICATEUR 3.2    | Taux de pérennité à trois ans des entreprises technologiques aidées par les écoles                                      |
| <b>OBJECTIF 4</b> | <b>Développer l'efficience et l'attractivité des formations des écoles du programme</b>                                 |
| INDICATEUR 4.1    | Coût unitaire de formation par étudiant   |
| INDICATEUR 4.2    | Taux d'insertion des élèves diplômés des écoles après leur sortie de formation  |
| INDICATEUR 4.3    | Ratio ressources propres sur ressources totales des écoles  |





## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF 1

Contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises par le développement des pôles de compétitivité

#### INDICATEUR 1.1

Impact de la politique des pôles de compétitivité sur les entreprises et les territoires

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|---|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Écart entre le taux de croissance depuis 2009 de la valeur ajoutée des entreprises de moins de 250 personnes membres d'un pôle de compétitivité et celui des entreprises des mêmes secteurs | %     | >=37                | Non déterminé       | >=34                          |                                 | 34                  | >=34                      |

#### Commentaires techniques

##### Source des données :

Les données de statistiques structurelles d'entreprises (nombre de salariés, secteurs, valeur ajoutée) sont mobilisables depuis l'année 2009 et disponibles avec un décalage d'environ deux ans (données de l'année n-2 disponibles durant l'été de l'année n). Actuellement les dernières données disponibles nécessaires pour le calcul de l'indicateur correspondent à l'année 2017. La liste des entreprises membres des pôles est disponible depuis 2007 (base de la DGE). Elle est également disponible avec un décalage de deux ans.

##### Mode de calcul :

Deux populations d'entreprises sont comparées :

- Groupe d'intérêt : les entreprises de moins de 250 salariés en 2009, membres des pôles en 2007 et en 2017.
- Groupe de contrôle : les entreprises de moins de 250 salariés en 2009, non membres des pôles en 2007, faisant partie en 2009 des mêmes secteurs que les entreprises du groupe d'intérêt.

#### ANALYSE DES RÉSULTATS

Les pôles de compétitivité et le financement apporté par des projets de recherche collaborative ont permis aux PME et ETI membres d'accroître leurs dépenses de R&D, l'emploi de chercheurs et d'ingénieurs, et leur chiffre d'affaires. Les pôles ont aussi favorisé le recours à d'autres mécanismes de soutien public à l'innovation comme le Crédit d'impôt recherche, le soutien de l'État créant un effet de levier de l'argent public mobilisé sur les dépenses de R&D des entreprises, notamment des PME.

Avec 34 points, l'indicateur d'impact de la politique des pôles de compétitivité sur les entreprises et les territoires est en baisse en 2019 par rapport à sa valeur de 2018 (37 points). Le résultat de l'indicateur 2019 est toutefois conforme à la cible retenue dans le PAP 2019 (34 points) sachant qu'au cours des dix dernières années, l'activité des PME des pôles de compétitivité a progressé plus rapidement qu'en dehors des pôles.

Avec la quatrième phase de la politique des pôles, lancée début 2019, le pilotage de la politique des pôles de compétitivité est essentiellement assuré au niveau local. Cette nouvelle phase s'inscrit dans une logique de renforcement de la performance de notre système d'innovation, en cohérence avec l'architecture globale des aides à l'innovation au niveau local, national et européen.



**OBJECTIF 2**

Optimiser la valorisation de la recherche des organismes de formation supérieure et de recherche

**INDICATEUR 2.1**

Part des montants des contrats de recherche et des partenariats sur les ressources des écoles consacrées à la recherche

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|--|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| 1 - Part du montant des contrats de recherche et des partenariats rapporté à l'ensemble des ressources consacrées à la recherche | %     | 40,4                | 38,8                | 41                            | 39                              | 40,2                | 42                        |
| 2 - Part du montant des contrats de recherche sur financement privé dans les ressources consacrées à la recherche                | %     | 16,7                | 16,8                | 17                            | 17                              | 16,7                | 19                        |
| 3 - Part des contrats de recherche sur financement de l'Union européenne   | %     | 6,5                 | 5,9                 | 6,5                           | 6,5                             | 5,2                 | 7                         |

**Commentaires techniques**

Source des données : Consolidation des informations apportées par les établissements concernés (Groupe Mines Télécom et GENES ; le Groupe Mines Télécom est constitué de l'Institut Mines-Télécom et sa filiale sous forme de GIE Eurecom, de l'école des mines de Paris, d'Armines pour la partie de ses activités en lien avec les écoles des mines).

Mode de calcul : L'ensemble des ressources consacrées à la recherche comprend, d'une part, la partie de la subvention pour charges de service public du programme 192, ainsi que la partie du titre 2 du programme 192, qui sont affectées aux activités de recherche des écoles, estimées à partir de la comptabilité analytique des écoles, et d'autre part les ressources propres en recherche.

Les ressources propres en recherche comprennent les ressources sur financement privé et les ressources propres sur financement public (financement public des projets de recherche retenus après appel à projets par l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Etat ou les collectivités locales dans les pôles de compétitivité, par l'Union européenne dans le Programme Cadre recherche et de Développement Technologique (PCRD), abondement Institut Carnot, etc.). Les ressources propres sur financement privé (indicateur 2.1.2) comprennent principalement des contrats de recherche avec les entreprises, des recettes de valorisation de la recherche, les dotations apportées aux écoles par des fondations et le financement de chaires de recherche par les entreprises.

**INDICATEUR 2.2**

Bibliométrie des écoles

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|---|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Nombre moyen de publications scientifiques de rang "A" rapporté au nombre de chercheurs (ETP) | Nb    | 3                   | 3,1                 | 3                             | 3,2                             | 3,9                 | 3                         |

**Commentaires techniques**

Sources des données : consolidation des informations apportées par les établissements concernés (même périmètre que l'indicateur 2.1).

Mode de calcul : Publications scientifiques de rang "A" annuelles, rapportées au nombre de chercheurs compté en ETP (NB : un enseignant chercheur est compté comme 0,5 ETP recherche).

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Les résultats des indicateurs 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3 sont provisoires.

La part du montant des contrats dans les ressources en recherche s'est redressée, témoignant d'une amélioration du taux de succès dans les appels à projets nationaux. Le volume de contrats sur financement privé, les plus

rémunérateurs et les plus directement utiles à l'économie, reste important mais stable depuis deux ans (pour rappel, cet indicateur exclut les rémunérations des doctorants en thèse CIFRE et directement payées par l'entreprise). Pour l'indicateur 2.1.3, la part des contrats de recherche sur financement européen traduit la très forte sélectivité des appels à projet Horizon 2020 (H2020), programme qui regroupe les financements de l'Union européenne en matière de recherche et d'innovation.

Pour l'indicateur 2.2, le nombre de publications par équivalent-chercheur dépasse largement la cible et continue de progresser, et témoigne de la qualité de la recherche académique dans les écoles et d'un recrutement de qualité des enseignants chercheurs ainsi qu'un meilleur recensement des publications. L'ensemble des étudiants chercheurs sont incités à publier à haut niveau y compris quand les doctorats ou post-doctorats sont effectués en collaboration avec les entreprises.

### OBJECTIF 3

#### Contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes

#### INDICATEUR 3.1

##### Écart entre la croissance des entreprises aidées par Bpifrance Financement et celle des entreprises comparables

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité  | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|---|--------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Écart entre le taux de croissance à 3 ans du CA des entreprises soutenues par les aides à l'innovation de Bpifrance Financement et celui des entreprises similaires | points | 8,6                 | 9,4                 | >0                            | >0                              | 8,6                 | >0                        |

#### Commentaires techniques

L'indicateur a vocation à mesurer l'impact de l'intervention des dispositifs innovation de Bpifrance Financement sur le chiffre d'affaires (CA) quelques années après l'octroi de l'aide en comparant ce CA à celui d'entreprises « similaires » non aidées par un dispositif innovation de Bpifrance Financement. Un traitement par stratification de la population d'entreprises permet de garantir cette similitude en fonction des critères retenus.

L'indicateur est exprimé en point de pourcentage de croissance.

Source des données : le calcul est effectué par Bpifrance Financement sur la base d'informations fournies par les services statistiques.

Mode de calcul :

La population des entreprises aidées dans le cadre du programme Aides à l'Innovation (avances remboursables) pour le compte de l'Etat est stratifiée en fonction de trois critères : l'âge, la taille et le secteur d'activité.

En fonction des effectifs des cellules obtenues, un travail est entrepris pour réaliser des regroupements en strates représentatives. Le taux de croissance, entre les années n-5 et n-2, du CA des entreprises aidées en année n-9 (engagement) par un dispositif d'innovation de Bpifrance Financement est obtenu par la sommation des taux de croissance de chaque strate, pondérés par la part du CA des entreprises de chaque strate dans le total du CA des entreprises aidées par un dispositif d'innovation de Bpifrance Financement mis en place pour le compte de l'Etat.

Le taux de croissance des entreprises similaires est obtenu avec les pondérations visées à l'alinéa précédent, sur la base des taux de croissance de chaque strate d'une population d'entreprises françaises de stratification identique.

L'indicateur est égal à la différence entre le taux de croissance de la population « Bpifrance Financement » et le taux de croissance de la population des entreprises similaires.

#### INDICATEUR 3.2

##### Taux de pérennité à trois ans des entreprises technologiques aidées par les écoles

(du point de vue du citoyen)

|  | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|--|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Taux de pérennité à trois ans des entreprises technologiques aidées par les écoles | %     | 87                  | 91                  | 85                            |                                 | 84                  | 85                        |

#### Commentaires techniques

Source des données : consolidation des résultats des enquêtes réalisées par les écoles concernées (Institut Mines-Télécom et Ecole nationale supérieure des mines de Paris).

**Mode de calcul :** Nombre d'entreprises technologiques créées avec l'aide des incubateurs des écoles en année n-3 et toujours en activité en année n, divisé par le nombre d'entreprises technologiques créées dans les écoles en année n-3.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Indicateur 3.1 :** L'indicateur affiche un écart de performance de 8,6 points en faveur des entreprises aidées. Entre 2014 et 2017, le chiffre d'affaires des entreprises aidées en 2010 a ainsi progressé de 13,0 %, contre 4,4 % pour les entreprises similaires. Le taux de croissance du chiffre d'affaires des entreprises soutenues en 2010 est plus faible que celui des entreprises soutenues en 2009 (13,0% contre 20,0%), mais cela est également le cas pour les entreprises non soutenues (4,4% contre 10,6%) : l'écart de performance est *in fine* stable entre les deux millésimes de production (8,6% contre 9,4%).

**Indicateur 3.2 :** Les incubateurs d'entreprises associées aux écoles du programme visent à valoriser l'innovation de leur environnement à l'initiative d'étudiants de chercheurs ou d'anciens élèves. Ces incubateurs sont amenés à prendre des risques calculés sur la pérennité des créations qu'ils soutiennent. La valeur cible de l'indicateur correspond à une estimation de l'équilibre risque/réussite visée. Compte tenu du nombre fluctuant d'entreprises créées (75, 89 et 60 respectivement en 2019, 2018 et 2017), la différence d'un point est peu significative et le résultat reflète bien l'adéquation aux objectifs fixés.

## OBJECTIF 4

Développer l'efficience et l'attractivité des formations des écoles du programme

### INDICATEUR 4.1

Coût unitaire de formation par étudiant

(du point de vue du contribuable)

|   | Unité  | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|---|--------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Coût unitaire de formation par étudiant | indice | 90,5                | 89,9                | 86                            | 86                              | 88,8                | 85                        |

#### Commentaires techniques

**Source des données :** ensemble des écoles du programme sur la base du nombre d'élèves diplômés et d'une comptabilité analytique des coûts de l'établissement.

**Mode de calcul :** L'année 2010 est prise comme année de référence (indicateur 100).

Le coût unitaire en euros par étudiant est établi en divisant l'ensemble des ressources consacrées par les écoles à la formation (obtenues à partir de la comptabilité analytique) par le nombre total d'étudiants en formation (ingénieur, master, mastère spécialisé, doctorat, etc., hors auditeurs libres et stagiaires en formation continue non diplômante).

L'indicateur de l'année N est obtenu à partir de celui en année N-1 en le multipliant par le rapport du coût par étudiant en année N (corrige de l'inflation sur la base de l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages) au coût par étudiant en année N-1.

Comme indiqué en fin d'exercice, une erreur de répartition des dépenses enseignement/recherche a entraîné une sous-estimation de l'indicateur 2018 qui, ramené au périmètre significatif, a finalement été de 89,9, contre 86,5 dans l'évaluation initialement réalisée.

**INDICATEUR 4.2****Taux d'insertion des élèves diplômés des écoles après leur sortie de formation**

(du point de vue du citoyen)

|   | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|---|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| 1 - Taux d'insertion des diplômés dans les 6 mois suivant l'obtention du diplôme  | %     | 92,3                | 97                  | 92                            | 93                              | 97,2                | 93                        |
| 2 - Taux d'insertion des diplômés dans les 18 mois suivant l'obtention du diplôme   | %     | 96                  | 96,6                | 95                            | 95                              | 96,4                | 95                        |
| 3 - Part des docteurs formés dans les écoles employés par une entreprise ou un établissement industriel dans l'année qui suit le doctorat | %     | 41                  | 41                  | 43                            | 43                              | 50,5                | 47                        |

**Commentaires techniques**

Source des données : enquêtes "premier emploi" réalisées par les écoles.

Mode de calcul : ces indicateurs sont calculés sur la base de réponses obtenues aux enquêtes "premier emploi" des écoles en année N, auprès des diplômés des années N-1 et N-2. Pour l'indicateur 4.2.1, l'enquête est réalisée en moyenne 6 mois après l'obtention du diplôme. Pour l'indicateur 4.2., l'enquête est réalisée en moyenne 18 mois après l'obtention du diplôme. Le taux d'insertion est calculé comme le rapport du nombre de diplômés ayant un emploi au nombre de diplômés disponibles pour un emploi (diplômés ayant un emploi + diplômés en recherche d'emploi). L'indicateur 4.2.3 ne traduit plus le résultat au périmètre de l'ensemble des écoles ; en effet la participation à des écoles doctorales multi-établissements, dans le cadre de COMUE établissements expérimentaux, implique que les enquêtes soient réalisées à ce niveau.

**INDICATEUR 4.3****Ratio ressources propres sur ressources totales des écoles**

(du point de vue du contribuable)

|  | Unité | 2017<br>Réalisation | 2018<br>Réalisation | 2019<br>Prévision<br>PAP 2019 | 2019<br>Prévision<br>actualisée | 2019<br>Réalisation | 2020<br>Cible<br>PAP 2019 |
|--|-------|---------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------------------|
| Ratio ressources propres sur ressources totales des écoles | %     | 36,9                | 37,2                | 37,5                          | 37,5                            | 38,3                | 38                        |

**Commentaires techniques**

Source des données : informations communiquées par les écoles sur la base d'une analyse de leurs comptes financiers.

Mode de calcul : montant des ressources propres enregistrées sur l'année n par les écoles du Groupe Mines Télécom (y compris au travers d'Armines et d'Eurecom), le GENES et l'ENSCI rapporté au montant des ressources totales enregistrées par ces mêmes entités.

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Les résultats des indicateurs 4.1 et 4.3 sont provisoires.

Indicateur 4.1 : le coût par étudiant a connu une baisse significative entre 2012 à 2016 (-8% en 4 ans), la baisse entre 2016 et 2019 étant sensiblement plus lente (-1,2 %). La réalisation 2018 (89,9) a été ajustée (cf. commentaires techniques) par rapport à la valeur donnée dans le PAP 2020 (91,8), qui avait été estimée avant l'établissement de la comptabilité analytique de l'IMT pour 2018.

Indicateurs 4.2.1 et 4.2.2 : le taux d'emploi des diplômés 6 mois après l'obtention du diplôme (en fait dès leur sortie d'école) et à 18 mois tangente le plein emploi, témoignant du très fort besoin de cadres techniques et scientifiques de très haut niveau dans le secteur industriel et des services. Cette tendance à l'amélioration est partagée par l'ensemble des grandes écoles, les écoles du programme se situent quelques points au-dessus de la moyenne nationale (selon l'enquête annuelle de la Conférence des grandes écoles). Traduisant la même tendance, la part des docteurs employés dans une entreprise ou un établissement industriel un an après l'obtention du doctorat montre une évolution très significative.

Indicateur 4.3 : le montant des ressources propres, toutes activités confondues, s'améliore de nouveau s'établissant près d'un point au-dessus des ratios constatés en 2017 et 2018.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action     | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2019</i><br><i>Consommation 2019</i>      |                                     |  |                                       |  |  |   |
| 01 – Organismes de formation supérieure et<br>de recherche | 105 851 219<br>103 743 506          | 210 140 035<br>205 419 865               | 6 681 480<br>6 405 525                | 704 000<br>675 840                                 | <b>323 376 734</b><br><b>316 244 736</b> | 323 376 734                               |
| 02 – Soutien et diffusion de l'innovation<br>technologique |                                     | 21 784 996<br>17 011 000                 | 312 196 906<br>304 766 123            | 2 600 000<br>2 518 939                             | <b>336 581 902</b><br><b>324 296 062</b> | 336 581 902                               |
| 03 – Soutien de la recherche industrielle<br>stratégique   |                                     | 95 854                                   | 13 500 000<br>119 307 656             |  | <b>13 500 000</b><br><b>119 403 510</b>  | 100 492 000                               |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                         | <b>105 851 219</b>                  | <b>231 925 031</b>                       | <b>332 378 386</b>                    | <b>3 304 000</b>                                   | <b>673 458 636</b>                       | <b>760 450 636</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                    |                                     |  | +111 992 000                          |  | +111 992 000                             |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                   | -376 115                            |  | +46 107 165                           |  | +45 731 050                              |   |
| Total des AE ouvertes                                      | 105 475 104                         |  | 725 706 582                           |  | 831 181 686                              |   |
| <b>Total des AE consommées</b>                             | <b>103 743 506</b>                  | <b>222 526 719</b>                       | <b>430 479 304</b>                    | <b>3 194 779</b>                                   | <b>759 944 308</b>                       |   |

## 2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action     | Titre 2<br>Dépenses de<br>personnel | Titre 3<br>Dépenses de<br>fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses<br>d'intervention | Titre 7<br>Dépenses<br>d'opérations<br>financières | Total                                    | Total<br>y.c. FdC et AdP<br>prévus en LFI |
|--|-------------------------------------|--|---------------------------------------|--|--|---|
| <i>Prévision LFI 2019</i><br><i>Consommation 2019</i>      |                                     |  |                                       |  |  |   |
| 01 – Organismes de formation supérieure et<br>de recherche | 105 851 219<br>103 743 506          | 210 140 035<br>205 419 865               | 6 681 480<br>6 405 525                | 704 000<br>645 840                                 | <b>323 376 734</b><br><b>316 214 736</b> | 323 376 734                               |
| 02 – Soutien et diffusion de l'innovation<br>technologique |                                     | 21 784 996<br>17 011 000                 | 312 196 906<br>304 866 123            | 2 600 000<br>2 518 939                             | <b>336 581 902</b><br><b>324 396 062</b> | 336 581 902                               |
| 03 – Soutien de la recherche industrielle<br>stratégique   |                                     | 29 401                                   | 68 859 967<br>196 135 211             |  | <b>68 859 967</b><br><b>196 164 612</b>  | 155 851 967                               |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                          | <b>105 851 219</b>                  | <b>231 925 031</b>                       | <b>387 738 353</b>                    | <b>3 304 000</b>                                   | <b>728 818 603</b>                       | <b>815 810 603</b>                        |
| Ouvertures / annulations par FdC et AdP                    |                                     |  | +111 992 000                          |  | +111 992 000                             |   |
| Ouvertures / annulations hors FdC et AdP                   | -376 115                            |  | +28 365 304                           |  | +27 989 189                              |   |
| Total des CP ouverts                                       | 105 475 104                         |  | 763 324 688                           |  | 868 799 792                              |   |
| <b>Total des CP consommés</b>                              | <b>103 743 506</b>                  | <b>222 460 266</b>                       | <b>507 406 859</b>                    | <b>3 164 779</b>                                   | <b>836 775 410</b>                       |   |

## 2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action     | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP                 |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|--|---|--|
| <i>Prévision LFI 2018</i><br><i>Consommation 2018</i>   |                                  |                                       |                                    |  |   |  |
| 01 – Organismes de formation supérieure et de recherche | 105 362 546<br>102 753 944       | 204 224 236<br>201 059 857            | 6 671 480<br>6 467 362             | 1 670 000<br>1 894 640                       | 317 928 262                               | <b>317 928 262</b><br><b>312 175 803</b> |
| 02 – Soutien et diffusion de l'innovation technologique |                                  | 24 384 996<br>24 064 742              | 321 864 340<br>329 323 607         |  | 346 249 336                               | <b>346 249 336</b><br><b>353 388 349</b> |
| 03 – Soutien de la recherche industrielle stratégique   |                                  | 1 569                                 | 74 379 456<br>127 972 320          |  | 74 379 456                                | <b>106 379 456</b><br><b>127 973 889</b> |
| <b>Total des AE prévues en LFI</b>                      | <b>105 362 546</b>               | <b>228 609 232</b>                    | <b>402 915 276</b>                 | <b>1 670 000</b>                             | <b>738 557 054</b>                        | <b>770 557 054</b>                       |
| <b>Total des AE consommées</b>                          | <b>102 753 944</b>               | <b>225 126 168</b>                    | <b>463 763 289</b>                 | <b>1 894 640</b>                             |   | <b>793 538 041</b>                       |

## 2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action     | Titre 2<br>Dépenses de personnel | Titre 3<br>Dépenses de fonctionnement | Titre 6<br>Dépenses d'intervention | Titre 7<br>Dépenses d'opérations financières | Total<br>hors FdC et AdP<br>prévus en LFI | Total<br>y.c. FdC et AdP                 |
|---|----------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|--|---|--|
| <i>Prévision LFI 2018</i><br><i>Consommation 2018</i>   |                                  |                                       |                                    |  |   |  |
| 01 – Organismes de formation supérieure et de recherche | 105 362 546<br>102 753 944       | 204 224 236<br>201 059 857            | 6 671 480<br>6 467 362             | 1 670 000<br>1 894 640                       | 317 928 262                               | <b>317 928 262</b><br><b>312 175 803</b> |
| 02 – Soutien et diffusion de l'innovation technologique |                                  | 24 384 996<br>24 064 742              | 321 864 340<br>329 323 607         |  | 346 249 336                               | <b>346 249 336</b><br><b>353 388 349</b> |
| 03 – Soutien de la recherche industrielle stratégique   |                                  | 50 436                                | 114 500 000<br>220 594 023         |  | 114 500 000                               | <b>146 500 000</b><br><b>220 644 459</b> |
| <b>Total des CP prévus en LFI</b>                       | <b>105 362 546</b>               | <b>228 609 232</b>                    | <b>443 035 820</b>                 | <b>1 670 000</b>                             | <b>778 677 598</b>                        | <b>810 677 598</b>                       |
| <b>Total des CP consommés</b>                           | <b>102 753 944</b>               | <b>225 175 035</b>                    | <b>556 384 992</b>                 | <b>1 894 640</b>                             |   | <b>886 208 611</b>                       |

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

| Titre et catégorie                           | Autorisations d'engagement |                              |                        | Crédits de paiement    |                              |                        |
|--|----------------------------|------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------------|
|  | Consommées*<br>en 2018     | Ouvertes en LFI<br>pour 2019 | Consommées*<br>en 2019 | Consommées*<br>en 2018 | Ouvertes en LFI<br>pour 2019 | Consommées*<br>en 2019 |
| <b>Titre 2 – Dépenses de personnel</b>       | <b>102 753 944</b>         | <b>105 851 219</b>           | <b>103 743 506</b>     | <b>102 753 944</b>     | <b>105 851 219</b>           | <b>103 743 506</b>     |
| Rémunérations d'activité                     | 63 297 801                 | 64 515 692                   | 63 785 679             | 63 297 801             | 64 515 692                   | 63 785 679             |
| Cotisations et contributions sociales        | 39 189 899                 | 40 942 441                   | 39 637 190             | 39 189 899             | 40 942 441                   | 39 637 190             |
| Prestations sociales et allocations diverses | 266 244                    | 393 086                      | 320 637                | 266 244                | 393 086                      | 320 637                |
| <b>Titre 3 – Dépenses de fonctionnement</b>  | <b>225 126 168</b>         | <b>231 925 031</b>           | <b>222 526 719</b>     | <b>225 175 035</b>     | <b>231 925 031</b>           | <b>222 460 266</b>     |



## Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle

Programme n° 192 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement |                           |                     | Crédits de paiement |                           |                     |
|---|----------------------------|---------------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
|   | Consommées* en 2018        | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 | Consommées* en 2018 | Ouvertes en LFI pour 2019 | Consommées* en 2019 |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel | 1 569                      |                           | 95 865              | 50 436              |                           | 29 412              |
| Subventions pour charges de service public                | 225 124 599                | 231 925 031               | 222 430 854         | 225 124 599         | 231 925 031               | 222 430 854         |
| <b>Titre 6 – Dépenses d'intervention</b>                  | <b>463 763 289</b>         | <b>332 378 386</b>        | <b>430 479 304</b>  | <b>556 384 992</b>  | <b>387 738 353</b>        | <b>507 406 859</b>  |
| Transferts aux ménages                                    | 6 267 362                  | 6 464 089                 | 6 205 525           | 6 267 362           | 6 464 089                 | 6 205 525           |
| Transferts aux entreprises                                | 445 956 116                | 317 996 906               | 404 971 845         | 526 770 386         | 360 121 835               | 479 721 446         |
| Transferts aux autres collectivités                       | 11 539 811                 | 7 917 391                 | 19 301 934          | 23 347 244          | 21 152 429                | 21 479 889          |
| <b>Titre 7 – Dépenses d'opérations financières</b>        | <b>1 894 640</b>           | <b>3 304 000</b>          | <b>3 194 779</b>    | <b>1 894 640</b>    | <b>3 304 000</b>          | <b>3 164 779</b>    |
| Dotations en fonds propres                                | 1 894 640                  | 3 304 000                 | 3 194 779           | 1 894 640           | 3 304 000                 | 3 164 779           |
| <b>Total hors FdC et AdP</b>                              |                            | <b>673 458 636</b>        |                     |                     | <b>728 818 603</b>        |                     |
| Ouvertures et annulations* en titre 2                     |                            | -376 115                  |                     |                     | -376 115                  |                     |
| Ouvertures et annulations* hors titre 2                   |                            | +158 099 165              |                     |                     | +140 357 304              |                     |
| <b>Total*</b>   | <b>793 538 041</b>         | <b>831 181 686</b>        | <b>759 944 308</b>  | <b>886 208 611</b>  | <b>868 799 792</b>        | <b>836 775 410</b>  |

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

| Nature de dépenses         | Autorisations d'engagement |                          |                    | Crédits de paiement |                         |                    |
|----------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|-------------------------|--------------------|
|                            | Ouvertes en 2018           | Prévues en LFI pour 2019 | Ouvertes en 2019   | Ouverts en 2018     | Prévus en LFI pour 2019 | Ouverts en 2019    |
| Dépenses de personnel      |                            |                          |                    |                     |                         |                    |
| Autres natures de dépenses | 32 000 000                 | 86 992 000               | 111 992 000        | 32 000 000          | 86 992 000              | 111 992 000        |
| <b>Total</b>               | <b>32 000 000</b>          | <b>86 992 000</b>        | <b>111 992 000</b> | <b>32 000 000</b>   | <b>86 992 000</b>       | <b>111 992 000</b> |

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FONDS DE CONCOURS

| Mois de signature | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 03/2019           |                            | 50 000 000         |                     | 50 000 000         |                            |               |                     |               |
| 07/2019           |                            | 61 992 000         |                     | 61 992 000         |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>111 992 000</b> |                     | <b>111 992 000</b> |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE RÉPARTITION POUR MESURES GÉNÉRALES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 29/10/2019        | 744                        |               | 744                 |               |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      | <b>744</b>                 |               | <b>744</b>          |               |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE REPORT DE FONDS DE CONCOURS

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |                | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|----------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |                | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres  | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/02/2019        |                            |               |                     | 246 694        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     | <b>246 694</b> |                            |               |                     |               |

## ARRÊTÉS DE REPORT HORS TRANCHES FONCTIONNELLES ET HORS FONDS DE CONCOURS

| Date de signature | Ouvertures                 |                  |                     |                  | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                  | Crédits de paiement |                  | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres    | Titre 2             | Autres titres    | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 07/03/2019        |                            | 7 987 604        |                     | 1 488 702        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>7 987 604</b> |                     | <b>1 488 702</b> |                            |               |                     |               |

## DÉCRETS DE TRANSFERT

| Date de signature | Ouvertures                 |                   |                     |                   | Annulations                |               |                     |               |
|-------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|
|                   | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               |
|                   | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres |
| 27/05/2019        |                            | 4 836 000         |                     | 5 007 146         |                            |               |                     |               |
| 11/06/2019        |                            | 50 000 000        |                     | 40 000 000        |                            |               |                     |               |
| <b>Total</b>      |                            | <b>54 836 000</b> |                     | <b>45 007 146</b> |                            |               |                     |               |

## LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

| Date de signature | Ouvertures                 |               |                     |               | Annulations                |                   |                     |                   |
|-------------------|----------------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
|                   | Autorisations d'engagement |               | Crédits de paiement |               | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   |
|                   | Titre 2                    | Autres titres | Titre 2             | Autres titres | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     |
| 02/12/2019        |                            |               |                     |               | 376 859                    | 16 716 439        | 376 859             | 18 377 238        |
| <b>Total</b>      |                            |               |                     |               | <b>376 859</b>             | <b>16 716 439</b> | <b>376 859</b>      | <b>18 377 238</b> |

## ■ TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

|                      | Ouvertures                 |                    |                     |                    | Annulations                |                   |                     |                   |
|----------------------|----------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
|                      | Autorisations d'engagement |                    | Crédits de paiement |                    | Autorisations d'engagement |                   | Crédits de paiement |                   |
|                      | Titre 2                    | Autres titres      | Titre 2             | Autres titres      | Titre 2                    | Autres titres     | Titre 2             | Autres titres     |
| <b>Total général</b> | <b>744</b>                 | <b>174 815 604</b> | <b>744</b>          | <b>158 734 542</b> | <b>376 859</b>             | <b>16 716 439</b> | <b>376 859</b>      | <b>18 377 238</b> |

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

**Avertissement**

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2019 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2019. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2019.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

**DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (9)**

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale |   | Chiffrage définitif 2018 | Chiffrage initial 2019 | Chiffrage actualisé 2019 |
|--|---|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| 320139   | <b>Taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cessions et de concessions de brevets</b><br>Modalités particulières d'imposition<br><i>Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1991 - Dernière modification : 2007 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 219-1-a quater</i>  | 387                      | nc                     | 566                      |
| 200310   | <b>Crédit d'impôt en faveur de l'innovation</b><br>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices agricoles) et à l'impôt sur les sociétés<br><i>Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2012 - Dernière modification : 2014 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 244 quater B-II-k, 199 ter B, 220 B, 223 O-1-b</i>   | 190                      | 166                    | 195                      |
| 110218   | <b>Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI)</b><br>Calcul de l'impôt<br><i>Bénéficiaires 2017 : 26338 Menages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1996 - Dernière modification : 2017 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 199 terdecies-0 A, VI</i>   | 43                       | 42                     | 31                       |
| 230604   | <b>Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les jeunes entreprises innovantes (existantes au 1er janvier 2004 ou créées entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2019) et les jeunes entreprises universitaires</b><br>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés<br><i>Bénéficiaires 2017 : 410 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : 2027 - Fin du fait générateur : 2019 - code général des impôts : 44 sexies A</i> | 13                       | 10                     | 13                       |
| 220105   | <b>Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises participant à un projet de recherche et de développement et implantées dans une zone de recherche et de développement</b><br>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux et bénéfices non commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés  | 2                        | 2                      | 1                        |

## Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle

Programme n° 192 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(en millions d'euros)

| Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale  |  | Chiffrage définitif 2018 | Chiffrage initial 2019 | Chiffrage actualisé 2019 |
|---|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| <i>Bénéficiaires 2017 : 500 Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2004 - Dernière modification : 2009 - Dernière incidence budgétaire : 2019 - Fin du fait générateur : 2009 - code général des impôts : 44 undecies</i> |  |                          |                        |                          |
| 230504  | <b>Exonération des plus-values de cession : - d'actions ou de parts de sociétés agréées pour la recherche scientifique ou technique ; - de titres de sociétés financières d'innovation conventionnées</b><br>Dispositions communes à l'impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) et à l'impôt sur les sociétés<br><i>Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Entreprises - Création : 1960 - Dernière modification : 1972 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 40 sexies 2ème et 3ème alinéas</i> | nc                       | nc                     | nc                       |
| 140124  | <b>Exonération des dividendes perçus par l'associé unique d'une société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR)</b><br>Revenus de capitaux mobiliers<br><i>Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Menages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2008 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 163 quinques C bis</i>  | €                        | €                      | €                        |
| 160103  | <b>Imputation sur le revenu global du déficit provenant des frais de prise de brevet et de maintenance</b><br>Bénéfices non commerciaux<br><i>Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1979 - Dernière modification : 1979 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 156-I bis</i>  | €                        | €                      | €                        |
| 300207  | <b>Exonération des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR)</b><br>Exonérations<br><i>Bénéficiaires 2017 : (nombre non déterminé) Entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2008 - Dernière incidence budgétaire : 2019 - Fin du fait générateur : 2008 - code général des impôts : 208 D</i>   | €                        | €                      | €                        |
| <b>Coût total des dépenses fiscales</b>   |  | <b>635</b>               | <b>220</b>             | <b>806</b>               |



## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

## ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

| Numéro et intitulé de l'action<br>ou de la sous-action<br><br><i>Prévision LFI<br/>Consommation</i> | Autorisations d'engagement            |                            |                            | Crédits de paiement                   |                            |                            |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
|   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   | Titre 2 *<br>Dépenses<br>de personnel | Autres titres *            | Total<br>y.c. FdC et AdP   |
| 01 – Organismes de formation supérieure et<br>de recherche  | 105 851 219<br>103 743 506            | 217 525 515<br>212 501 230 | 323 376 734<br>316 244 736 | 105 851 219<br>103 743 506            | 217 525 515<br>212 471 230 | 323 376 734<br>316 214 736 |
| 02 – Soutien et diffusion de l'innovation<br>technologique  |                                       | 336 581 902<br>324 296 062 | 336 581 902<br>324 296 062 |                                       | 336 581 902<br>324 396 062 | 336 581 902<br>324 396 062 |
| 03 – Soutien de la recherche industrielle<br>stratégique  |                                       | 13 500 000<br>119 403 510  | 100 492 000<br>119 403 510 |                                       | 68 859 967<br>196 164 612  | 155 851 967<br>196 164 612 |
| <b>Total des crédits prévus en LFI *</b>  | <b>105 851 219</b>                    | <b>567 607 417</b>         | <b>673 458 636</b>         | <b>105 851 219</b>                    | <b>622 967 384</b>         | <b>728 818 603</b>         |
| Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP  | -376 115                              | +158 099 165               | +157 723 050               | -376 115                              | +140 357 304               | +139 981 189               |
| Total des crédits ouverts   | 105 475 104                           | 725 706 582                | 831 181 686                | 105 475 104                           | 763 324 688                | 868 799 792                |
| <b>Total des crédits consommés</b>  | <b>103 743 506</b>                    | <b>656 200 802</b>         | <b>759 944 308</b>         | <b>103 743 506</b>                    | <b>733 031 904</b>         | <b>836 775 410</b>         |
| Crédits ouverts - crédits consommés   | +1 731 598                            | +69 505 780                | +71 237 378                | +1 731 598                            | +30 292 784                | +32 024 382                |

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

## PASSAGE DU PLF À LA LFI

|             | Autorisations d'engagement |                    |                    | Crédits de paiement |                    |                    |
|-------------|----------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
|             | Titre 2                    | Autres titres      | Total              | Titre 2             | Autres titres      | Total              |
| PLF         | 105 851 219                | 572 605 124        | 678 456 343        | 105 851 219         | 627 965 091        | 733 816 310        |
| Amendements | 0                          | -4 997 707         | -4 997 707         | 0                   | -4 997 707         | -4 997 707         |
| <b>LFI</b>  | <b>105 851 219</b>         | <b>567 607 417</b> | <b>673 458 636</b> | <b>105 851 219</b>  | <b>622 967 384</b> | <b>728 818 603</b> |

En PLF 2019, les crédits du programme 192 s'élevaient à 678 456 343 € en AE et 733 816 310 € en CP, dont 105 851 219 € en titre 2 (en AE=CP).

L'amendement n° II-13 du 16 novembre 2018 a induit deux modifications :

- un abondement de 120 783 € en AE et CP au programme, répartis entre les crédits de titre 3 du Groupe Mines Télécom et ceux du GENES, suite au rendez-vous salarial prévoyant une revalorisation des indemnités kilométriques et des barèmes de frais de nuitée pour les agents en mission ;

- une minoration de 5 118 490 € en AE et CP (hors titre 2) au titre du financement de mesures introduites par d'autres amendements.

Le montant de la LFI 2019 s'est ainsi élevé à 673 458 636 € en AE et 728 818 603 € en CP, dont 105 851 219 € en titre 2.

## ■ MODIFICATIONS DE MAQUETTE

Aucune modification de maquette n'a été opérée en 2019 sur le programme.

## ■ JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Les crédits du programme 192 votés en loi de finances initiale pour 2019 ont été modifiés par les mouvements réglementaires suivants :

- une annulation de crédits de 377 k€ en titre 2 et 16,7 M€ en AE et 18,4 M€ en CP en hors titre 2 par la loi de finances rectificative pour 2019 n° 2019-270 du 2 décembre 2019 ;
- un report entrant de 247 k€ au titre du fonds de concours sur le programme Nano 2017 (n° 1-2-00339) ;
- un report entrant de crédits généraux de 8 M€ en AE et 1,5 M€ en CP (reports généraux) au titre de l'activité RAPID et du Fonds de compétitivité des entreprises (FCE) ;
- un transfert de crédits du ministère des armées de 1,27 M€ de CP pour solde de tout compte sur les engagements du FUI de 2018 et de 4,84 M€ en AE et 3,73 M€ en CP au titre de Nano 2022 ;
- un transfert de crédits du ministère des armées au titre du dispositif RAPID de 50 M€ en AE et 40 M€ en CP ;
- un transfert de crédits de 744 € en provenance du programme 551 au titre de la revalorisation du paiement des jours de CET suite au rendez-vous salarial ;
- une ouverture de crédits de 50 M€ en AE et CP au titre du fonds de concours en provenance du fonds pour l'innovation et l'industrie (FII) au titre de 2018 et 2019 pour Nano 2022 ;
- une ouverture de crédits de fonds de concours de 62 M€ en AE et CP au profit des programmes Nano 2017[1] et Nano 2022.

Les crédits du fonds de concours ont été consommés à hauteur de :

- 95 854 € en AE et 44 963 704 € en CP pour le plan Nano 2017 ;
- 65 435 874 € en AE et 42 423 933 € en CP au titre du plan Nano 2022.

[1] Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le financement du soutien accordé par l'État au volet national du programme Nano2017 est assuré à partir des crédits du programme d'investissements d'avenir (PIA – action « Nano2017 »). Dans ce cadre, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) opérateur désigné, procède au reversement de ces crédits par tranches annuelles au programme 192, *via* un fonds de concours rattaché à ce programme (convention signée entre l'État et la CDC le 22 décembre 2014 relative au programme d'investissement d'avenir – action : « Nano 2017 »).

## ■ ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Les fonds de concours en 2019 sur le programme sont issus :

- d'une ouverture pour 62 M€ en AE et CP au profit des programmes Nano 2017[1] et Nano 2022 ;
- d'une ouverture pour 50 M€ en AE et CP en provenance du Fonds pour l'innovation et l'industrie (FII) au titre de 2018 et 2019 pour Nano 2022 ;
- d'un report pour 247 k€ au titre du programme Nano 2017 (n° 1-2-00339) ;

[1] Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le financement du soutien accordé par l'État au volet national du programme Nano2017 est assuré à partir des crédits du programme d'investissements d'avenir (PIA – action « Nano2017 »). Dans ce cadre,



la Caisse des dépôts et consignations (CDC) opérateur désigné, procède au reversement de ces crédits par tranches annuelles au programme 192, via un fonds de concours rattaché à ce programme (convention signée entre l'État et la CDC le 22 décembre 2014 relative au programme d'investissement d'avenir – action : « Nano 2017 »).

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

|  | Autorisations d'engagement |                   |                   | Crédits de paiement |                   |                   |
|--|----------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
|  | Titre 2                    | Autres titres     | Total             | Titre 2             | Autres titres     | Total             |
| Mise en réserve initiale   | 529 256                    | 13 239 106        | 13 768 362        | 529 256             | 14 899 905        | 15 429 161        |
| Surgels  | 0                          | 0                 | 0                 | 0                   | 0                 | 0                 |
| Dégels   | 0                          | 0                 | 0                 | 0                   | 0                 | 0                 |
| <b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b> | <b>529 256</b>             | <b>13 239 106</b> | <b>13 768 362</b> | <b>529 256</b>      | <b>14 899 905</b> | <b>15 429 161</b> |

En 2019, l'ensemble des crédits du programme a fait l'objet d'une mise en réserve initiale.

Cette réserve de précaution s'élevait au 1<sup>er</sup> janvier 2019 à 13 768 362 € en AE et 15 429 161 € en CP, répartis comme suit :

- sur le titre 2 un montant de 529 256 € en AE et en CP (taux de 0,5%) ;
- sur le hors titre 2 un montant de 13 239 107 € en AE et 14 899 905 € en CP (taux pondéré pour les opérateurs, taux de 3% hors opérateurs, majoration de 1 point au titre d'une réserve mise en place par le responsable de programme visant à couvrir les aléas en gestion).

Le montant de la réserve de précaution appliquée au programme a été majoré par un surgel intervenu le 18 novembre 2019 sur les crédits hors titre 2, à hauteur de 3 477 333 € en AE et CP, majorant la réserve initiale en prévision de la loi de finances rectificative pour 2019.

Celle-ci, datée du 2 décembre 2019, a procédé à l'annulation de l'ensemble de la réserve hors titre 2 ainsi majorée.

## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

### EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

| Catégorie d'emplois | Transferts de gestion 2018 | Réalisation 2018 | LFI + LFR 2019 | Transferts de gestion 2019 | Réalisation 2019 | (en ETPT)  |
|---------------------|----------------------------|------------------|----------------|----------------------------|------------------|--|
|                     |                            |                  |                |                            |                  | Écart à LFI + LFR 2019 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4)) |
|                     | (1)                        | (2)              | (3)            | (4)                        | (5)              |  |
| 1424 – Catégorie A+ | 0                          | 534              | 558            | 0                          | 538              | -20  |
| 1425 – Catégorie A  | 0                          | 142              | 137            | 0                          | 149              | +12  |
| 1426 – Catégorie B  | 0                          | 246              | 242            | 0                          | 234              | -8   |
| 1427 – Catégorie C  | 0                          | 139              | 131            | 0                          | 122              | -9   |
| <b>Total</b>        | <b>0</b>                   | <b>1 061</b>     | <b>1 068</b>   | <b>0</b>                   | <b>1 043</b>     | <b>-25</b>   |

(en ETPT)

| Catégorie d'emplois | Mesures de périmètre en LFI<br>(6) | Mesures de transfert en LFI<br>(7) | Corrections techniques<br>(8) | Impact des schémas d'emplois pour 2019<br>(5-4)-(2-1)-(6+7+8) | dont extension en années pleines des schémas d'emplois 2018 sur 2019 | dont impact du schéma d'emplois 2019 sur 2019 |
|---------------------|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|---|--|---|
| 1424 – Catégorie A+ | 0                                  | 0                                  | +2                            | +2  | +1   | +1  |
| 1425 – Catégorie A  | 0                                  | 0                                  | -2                            | +9  | +7   | +2  |
| 1426 – Catégorie B  | 0                                  | 0                                  | -1                            | -11   | -1   | -10   |
| 1427 – Catégorie C  | 0                                  | 0                                  | +2                            | -19   | -7   | -12   |
| <b>Total</b>        | <b>0</b>                           | <b>0</b>                           | <b>+1</b>                     | <b>-19</b>  | <b>0</b>   | <b>-19</b>                                    |

En LFI 2019, le plafond autorisé d'emplois s'élevait à 1 108 équivalents temps plein travaillé (ETPT). Cette autorisation a été révisée en LFR à 1 068 ETPT, dont 937 ETPT pour le Groupe Mines Télécom (GMT) et 131 ETPT pour le GENES. Au terme de la gestion, la consommation moyenne annuelle du plafond d'emplois s'établit à 1 043 ETPT (920 ETPT pour le GMT et 123 ETPT pour le GENES), dont 51,6 % de catégorie A+, 14,3 % de catégorie A, 22,4 % de catégorie B et 11,7 % de catégorie C.

Cette consommation d'emplois a fait l'objet de retraitements afin de tenir compte des règles particulières de décompte des emplois par Chorus. Ces retraitements ont essentiellement concerné, comme les années précédentes, des corrections d'imputation entre catégories.

Le taux de consommation se situe à 97,7 % du plafond LFI + LFR. L'écart en emplois entre réalisation 2019 et LFI+LFR 2019 est le résultat de différents facteurs, notamment des difficultés à pourvoir certains postes et des décalages et reports de recrutements dans les concours d'enseignants.

Entre 2018 et 2019, l'évolution de la consommation d'emplois à périmètre constant est de -18 ETPT et traduit principalement :

- l'impact du schéma d'emplois 2019 à hauteur de -19 ETPT ;
- une correction technique (+1 ETPT) liée essentiellement à une redistribution des effectifs entre catégories, les promotions inter-catégorielles n'étant pas identifiées dans le tableau de variation des effectifs.

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

| Catégorie d'emploi  | Sorties    | dont départs en retraite | Mois moyen des sorties | Entrées    | dont primo recrutements | Mois moyen des entrées | Schéma d'emplois Réalisation | Schéma d'emplois Prévision PAP |
|---------------------|------------|--------------------------|------------------------|------------|-------------------------|------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 1424 – Catégorie A+ | 56         | 7                        | 8,30                   | 55         | 13                      | 7,99                   | -1                           | 0                              |
| 1425 – Catégorie A  | 33         | 6                        | 7,55                   | 34         | 0                       | 7,00                   | +1                           | 0                              |
| 1426 – Catégorie B  | 42         | 17                       | 6,71                   | 24         | 0                       | 7,00                   | -18                          | -1                             |
| 1427 – Catégorie C  | 32         | 5                        | 6,00                   | 25         | 0                       | 9,80                   | -7                           | -15                            |
| <b>Total</b>        | <b>163</b> | <b>35</b>                |                        | <b>138</b> | <b>13</b>               |                        | <b>-25</b>                   | <b>-16</b>                     |

La structure des emplois du programme se caractérise en gestion par une prédominance des agents de catégorie A+ (51,6 %), qui représente plus de la moitié des effectifs, et B (22,4 %). La catégorie A+ est principalement constituée d'enseignants et la catégorie B de techniciens de laboratoire, ces 2 fonctions constituant le cœur de métier des écoles du Groupe Mines Télécom et du GENES. Les agents des catégories A et C représentent respectivement 14,3 % et 11,7 % du total.

Au regard de la répartition initiale des emplois et de la consommation 2019, la structure des emplois apparaît globalement stable.

Le schéma d'emplois prévu dans le PAP à - 16 ETP a été exécuté au-delà de la prévision, à - 25 ETP : - 23 ETP pour le Groupe Mines Télécom au lieu de -14 prévus, compte tenu de difficultés de recrutement marquées dans deux écoles et - 2 ETP pour le GENES, comme prévu.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

| Service      | Prévision LFI<br>ETPT | Réalisation<br>ETPT | ETP<br>au 31/12/2019 |
|--------------|-----------------------|---------------------|----------------------|
| Opérateurs   | 1 068                 | 1 043               | 1 040                |
| <b>Total</b> | <b>1 068</b>          | <b>1 043</b>        | <b>1 040</b>         |

Les écarts avec la prévision en LFI s'expliquent par différents facteurs : difficulté à pourvoir certains postes, décalages et reports de recrutements notamment dans les concours d'enseignants.

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

| Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action            | Prévision LFI<br>ETPT | Réalisation<br>ETPT |
|--|-----------------------|---------------------|
| <b>01 – Organismes de formation supérieure et de recherche</b> | <b>1 068</b>          | <b>1 043</b>        |
| <b>Total</b>   | <b>1 068</b>          | <b>1 043</b>        |
| Transferts en gestion  |                       | 0                   |

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

| DGE | Effectifs gérants*<br>au 31/12/2018<br>(données exprimées en<br>ETP**)                          | Gestion intégrale<br>des effectifs<br>payés (1) | Ratio d'efficience | Gestion partielle<br>des effectifs<br>payés (2) | Ratio d'efficience | Total gestion<br>des effectifs<br>payés (1) + (2) | Ratio<br>d'efficience |
|-----|---|---|--------------------|---|--------------------|---|-----------------------|
|     | Gestion administrative (a)  | 22,51   | 2,0%               | 0,20  | 6,7%               | <b>22,71</b>                                      | <b>2,0%</b>           |
|     | Formation (b)   | 4,48  | 0,4%               | 0,10  | 3,3%               | <b>4,58</b>                                       | <b>0,4%</b>           |
|     | Conditions de travail ©   | 3,69  | 0,3%               | 0,10  | 3,3%               | <b>3,79</b>                                       | <b>0,3%</b>           |
|     | Pilotage RH (d)   | 6,41  | 0,6%               | 0,20  | 6,7%               | <b>6,61</b>                                       | <b>0,6%</b>           |
|     | <b>TOTAL</b>  | <b>37,09</b>                                    | <b>3,3%</b>        | <b>0,60</b>                                     | <b>20,0%</b>       | <b>37,69</b>                                      | <b>3,3%</b>           |
|     | <b>Effectifs gérés<br/>(3) au 31/12/2019<br/>(données exprimées en<br/>effectifs physiques)</b> | <b>1 138</b>                                    |                    | <b>3</b>  |                    | <b>1 141</b>                                      |                       |

\* Effectifs gérants : les effectifs chargés des fonctions de liquidation de la paye et de gestion des pensions pour le compte de l'ensemble des administrations sont exclus du périmètre de cette étude.

\*\* Effectifs en ETP : l'équivalent temps plein emploi prend en compte la quotité de travail mais pas la durée de la période d'emploi, ni la sur-rémunération éventuelle liée au temps partiel.

(1) : Gestion des agents des ministères financiers en position d'activité dans les ministères, et imputés sur le PAE des ministères (dont agents en réorientation professionnelle, Berkani de droit privé et de droit public)

(2) : Gestion des agents des ministères financiers faisant l'objet d'une gestion partagée, et imputés sur le PAE des ministères :

- les agents MAD sortants
- les agents détachés entrants
- les agents en position normale d'activité entrants
- les militaires
- les agents affectés aux ministères financiers mais gérés par un autre ministère (cas notamment des délégations de gestion).

(3) : Dans le cadre de la présente enquête, sont retenus les effectifs payés au sens du bilan social ministériel. Sont donc exclus :

- les agents MAD "entrants" dont la rémunération n'est pas imputée sur un programme ministériel
- les agents MAD "sortants" dont la rémunération n'est pas imputée sur un programme ministériel
- les agents détachés sortants
- les agents en position normale d'activité sortants
- les agents en disponibilité
- les agents en position hors cadre
- les agents en congés longue durée ou de grave maladie, en congé parental, en congés formation (non fractionné)

(a) Gestion administrative : gestion des carrières administratives, actes de pré-liquidation de la paye, gestion des positions, gestion du temps de travail et des congés, gestion de l'indemnitaire et de la NBI, gestion des frais de mission, gestion des recrutements organisation des élections professionnelles et gestion des droits syndicaux, constitution et réunion des commissions administratives paritaires et des comités techniques paritaires.

(b) Formation : organisation de la formation continue, organisation de la formation initiale, préparation des reclassements et des reconversions hors du ministère ou de la fonction publique.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

| Catégorie  | Exécution 2018     | Prévision LFI 2019 | Exécution 2019     |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Rémunération d'activité</b>                                 | <b>63 297 801</b>  | <b>64 515 692</b>  | <b>63 785 679</b>  |
| <b>Cotisations et contributions sociales</b>                   | <b>39 189 899</b>  | <b>40 942 441</b>  | <b>39 637 190</b>  |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions :                    | 28 982 494         | 30 479 433         | 29 253 488         |
| – Civils (y.c. ATI)  | 28 533 415         | 30 020 440         | 28 810 362         |
| – Militaires   | 131 762            | 132 000            | 133 213            |
| – Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)       | 317 317            | 326 993            | 309 913            |
| – Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions) |                    |                    |                    |
| Cotisation employeur au FSPOEIE                                |                    |                    | 54 815             |
| Autres cotisations   | 10 207 405         | 10 463 008         | 10 328 887         |
| <b>Prestations sociales et allocations diverses</b>            | <b>266 244</b>     | <b>393 086</b>     | <b>320 637</b>     |
| <b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>                       | <b>102 753 944</b> | <b>105 851 219</b> | <b>103 743 506</b> |
| <b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b>                       | <b>73 771 450</b>  | <b>75 371 786</b>  | <b>74 490 018</b>  |
| <i>FdC et AdP prévus en titre 2</i>                            |                    |                    |                    |

La consommation totale des crédits de titre 2 en 2019 est supérieure de 0,96 % à l'exécution 2018.

Cette augmentation provient de plusieurs éléments, et notamment :

- la poursuite de la hausse des cotisations sociales pour les agents non titulaires (« autres cotisations »), compte tenu de recrutements croissants ;
- l'évolution du GVT positif en 2019.

Le montant des prestations sociales augmente de 2018 à 2019 principalement du fait de la passation d'une convention avec la médecine du travail pour une école et du versement d'indemnités journalières pendant l'année entière à un agent mis en disponibilité d'office pour raison de santé. En ce qui concerne le GENES, les allocations de retour à l'emploi (ARE) sont gérées par l'INSEE et versées par Pôle emploi sur la base d'une convention ; elles se sont élevées en 2019 à 25 300 € pour 7 bénéficiaires.

L'écart entre la LFI et l'exécution 2019 tient notamment au fait que le Groupe Mines Télécom a, du fait de difficultés de recrutements, surexécuté son schéma d'emplois (- 23 ETP au lieu de - 14 prévus en PAP 2019).

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

| Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions |              |
|---|--------------|
| <b>Socle d'exécution 2018 retraitée</b>                                 | <b>73,29</b> |
| Exécution 2018 hors CAS Pensions  | 73,77        |
| Impact des mesures de transfert et de périmètre 2019/ 2018              |              |
| Débasage de dépenses au profil atypique :                               | -0,49        |
| – GIPA  | 0,00         |
| – Indemnisation des jours de CET  | -0,39        |
| – Mesures de restructuration  | -0,09        |
| – Autres dépenses de masse salariale                                    |              |
| <b>Impact du schéma d'emplois</b>                                       | <b>-0,74</b> |
| EAP schéma d'emplois 2018   | 0,22         |
| Schéma d'emplois 2019   | -0,95        |
| <b>Mesures catégorielles</b>  | <b>0,18</b>  |
| <b>Mesures générales</b>  | <b>0,01</b>  |
| Rebasage de la GIPA   | 0,01         |
| Variation du point de la fonction publique                              |              |
| Mesures bas salaires  |              |
| <b>GVT solde</b>  | <b>0,83</b>  |
| GVT positif   | 1,73         |
| GVT négatif   | -0,91        |
| <b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>              | <b>0,61</b>  |
| Indemnisation des jours de CET  | 0,41         |
| Mesures de restructurations   |              |
| Autres rebasages  | 0,20         |
| <b>Autres variations des dépenses de personnel</b>                      | <b>0,32</b>  |
| Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23             | 0,08         |
| Autres variations   | 0,24         |
| <b>Total</b>  | <b>74,49</b> |

L'exécution des crédits de titre 2 hors CAS Pensions du programme s'est élevée en 2019 à 74,5 M€, soit une exécution inférieure de 0,9 M€ à la LFI, en raison notamment :

- d'un socle d'exécution 2018 retraitée plus favorable (- 1,1 M€ supplémentaires) qu'anticipé lors de l'élaboration du PLF 2019, traduisant principalement une exécution 2018 meilleure qu'attendue (- 0,5 M€ supplémentaires), laquelle est accentuée par des économies constatées au titre des retraitements des événements exceptionnels de 2018 légèrement plus importantes (-0,1 M€ supplémentaires) qui correspondent à l'indemnisation des jours de CET ;
- d'une économie supérieure de l'impact du schéma d'emplois (- 0,44 M€ supplémentaires), résultant de la surexécution du schéma d'emplois ;
- d'une exécution des mesures catégorielles proche de la prévision ;
- d'une exécution des mesures générales proche de la prévision ;
- d'une exécution du GVT solde légèrement supérieure à la prévision (+ 0,13 M€) ;

- d'une variation à la hausse de 0,3 M€ des dépenses regroupées sur la ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique » ayant pour origines :
  - le rachat de jours CET pour les agents du Groupe Mines Télécom (0,1 M€ du fait à la fois de l'augmentation du remboursement de chaque jour de CET [arrêté du 28/11/2018] et de l'indemnisation des jours de CET possible à compter de 15 jours sur le CET, au lieu de 20 jours auparavant (décret n° 2018-1305 du 27/12/2018). Ces 2 mesures n'étaient pas connues lors de la rédaction du PAP 2019 ;
  - une augmentation des indemnités d'enseignement et de jury de concours du GENES (0,2 M€).
- d'une exécution supérieure à la prévision du poste « Autres variations des dépenses de personnel » (+ 0,2 M€ supplémentaires), liée à la variation des prestations sociales en fonction des effectifs et au coût des congés de longue durée.

Le GVT solde s'établit à 0,83 M€, soit 1,1 % de la masse salariale, contre une enveloppe de 0,7 M€ prévue en LFI. Le GVT négatif de 0,91 M€ représente l'économie due à l'écart de rémunération entre les agents sortants et entrants du programme. Il représente une diminution de 1,2 % de la masse salariale. Les personnels ont par ailleurs connu une évolution de leur rémunération liée au GVT positif (effet de carrière). Cette évolution du GVT positif s'est élevée à 1,73 M€, représentant 2,3 % de progression de la masse salariale.

La ligne « Débasage de dépenses à profil atypique » de la rubrique « Socle Exécution 2018 retraitée » correspond aux retraitements du socle 2018 et comprend l'indemnisation des jours de CET (0,39 M€) et les primes de restructuration (0,09 M€).

La rubrique « Rebasage de dépenses à profil atypique » exécutée à hauteur de 0,61 M€, comprend 0,39 M€ au titre des rachats de CET et 0,2 M€ de primes de restructuration, figurant sur la ligne "autres rebasages".

L'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat, prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008, a été versée à 11 agents du GMT pour un coût de 5,5 k€.

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

| Catégorie d'emplois | Coût moyen chargé HCAS |             |                | dont rémunérations d'activité |             |                |
|---------------------|------------------------|-------------|----------------|-------------------------------|-------------|----------------|
|                     | Coût d'entrée          | Coût global | Coût de sortie | Coût d'entrée                 | Coût global | Coût de sortie |
| 1424 – Catégorie A+ | 59 171                 | 73 981      | 70 061         | 50 668                        | 64 418      | 59 993         |
| 1425 – Catégorie A  | 54 458                 | 69 536      | 66 438         | 46 632                        | 56 922      | 56 891         |
| 1426 – Catégorie B  | 40 945                 | 47 262      | 41 083         | 35 062                        | 40 897      | 35 180         |
| 1427 – Catégorie C  | 29 515                 | 44 499      | 28 856         | 25 274                        | 33 695      | 24 709         |

Le tableau ci-dessus détaille par catégorie les coûts moyens d'entrée et de sortie, ainsi que les coûts moyens globaux à l'issue de la gestion 2019. Ces coûts s'entendent charges patronales incluses, hors CAS « Pensions » et hors prestations sociales. Les coûts afférents aux rémunérations d'activité s'entendent hors charges patronales, hors CAS « Pensions » et hors prestations sociales.

MTE : Les coûts des sortants des quatre catégories sont plus élevés que prévu du fait de départs en retraite par limite d'âge.

D'une manière générale, les coûts des entrants, des sortants et les coûts globaux sont plus élevés que prévu du fait de l'impact de la revalorisation indiciaire mise en œuvre graduellement au travers de la mesure PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations).

Le coût d'entrée des agents de catégorie C est très légèrement supérieur au coût de sortie du fait du recrutement d'agents de catégorie C en milieu de carrière, et non pas à la sortie du concours, et du fait d'entrées et sorties très nombreuses de contractuels qui font baisser les coûts.

Il est à noter que les coûts d'entrée en catégorie C correspondent à ceux du Groupe Mines Télécom uniquement, le GENES ne recrutant en effet plus en catégorie C.

## MESURES CATÉGORIELLES

| Catégorie ou intitulé de la mesure | ETP concernés | Catégories        | Corps                                   | Date d'entrée en vigueur de la mesure | Nombre de mois d'incidence sur 2019 | Coût           | Coût en année pleine |
|------------------------------------|---------------|-------------------|---|---------------------------------------|-------------------------------------|----------------|----------------------|
| Mesures statutaires                |               |                   |   |                                       |                                     | 176 716        | 176 716              |
| PPCR                               | 948           | A+ et A et B et C | Ensemble des corps payés par les Ecoles | 01-2019                               | 12                                  | 176 716        | 176 716              |
| <b>Total</b>                       |               |                   |   |                                       |                                     | <b>176 716</b> | <b>176 716</b>       |

Les mesures catégorielles de 2019 s'élèvent à 0,18 M€, hors CAS Pensions.

Cette enveloppe a permis de financer, au titre des mesures statutaires, la mise en œuvre du protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) pour toutes les catégories de fonctionnaires du Groupe Mines Télécom.

## ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

| Type de dépenses | Effectif concerné (ETP) | Réalisation Titre 3 | Réalisation Titre 5 | Total          |
|------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| Restauration     | 144                     | 72 992              |                     | <b>72 992</b>  |
| Logement         | 81                      | 19 578              |                     | <b>19 578</b>  |
| Autres           | 81                      | 13 347              |                     | <b>13 347</b>  |
| <b>Total</b>     |                         | <b>105 917</b>      |                     | <b>105 917</b> |

L'action sociale ministérielle (aide aux familles, logement, restauration, secours,...) est portée, pour les agents du groupe Mines Télécom rémunérés sur le titre 2, par le secrétariat général du ministère de l'économie et des finances. Les principaux dispositifs et montants sont présentés dans la partie "JPE" du programme 218 "Conduite et pilotage des politiques économiques et financières" de la mission " Gestion des finances publiques et des ressources humaines ".

Les autres dépenses de l'action sociale correspondent aux remboursements des dépenses d'action sociale exécutées pour les agents du GENES par le ministère de l'économie et des finances. Le remboursement est effectué sur la base de la convention action sociale signée entre le ministère et le GENES.

## DÉPENSES PLURIANNUELLES

## CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

## Génération CPER 2015-2020

| Action / Opérateur   | Rappel du montant contractualisé | Prévision 2019             |                     | Consommation 2019          |                     | Consommation cumulée       |                     |
|----------------------|----------------------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|                      |                                  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Groupe Mines Télécom | 24 844 000                       | 3 481 533                  | 3 286 241           | 1 806 646                  | 2 002 034           | 16 635 265                 | 14 898 697          |
| <b>Total</b>         | <b>24 844 000</b>                | <b>3 481 533</b>           | <b>3 286 241</b>    | <b>1 806 646</b>           | <b>2 002 034</b>    | <b>16 635 265</b>          | <b>14 898 697</b>   |

Dans le cadre des CPER 2015-2020, l'Institut Mines-Télécom et ses écoles se sont engagés, sur leurs fonds propres et pour le compte de l'État, dans la réalisation de différents projets scientifiques et d'investissement immobilier très diversifiés.

Fin 2019, la plupart des projets de recherche ont été achevés, comme par exemple le ROV (Remotely Operated Vehicle), robot sous-marin développé à Brest avec ses partenaires académiques, un outil de haute technologie équipé de multiples systèmes optiques et acoustiques, capable de se mouvoir dans des milieux marins, ou encore VITAAL (Vaincre l'isolement par les TIC), dont certaines applications sont déjà mises en œuvre dans l'habitat de personnes âgées.

S'agissant des projets immobiliers, ils s'inscrivent dans des procédures plus longues avec des partenariats souvent plus complexes à finaliser. Sont par exemple encore en cours de réalisation, la fabrique de l'innovation à St Etienne ou l'ID FAB à Gardanne.

D'autres opérations immobilières comme la rénovation de la résidence étudiante Lavoisier à Douai ou le désamiantage du site d'Evry nécessiteront, pour les tranches futures, de nouveaux partenariats, qui seront sollicités dans le prochain CPER.



### SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

| AE 2019   | CP 2019   |
|---|---|
| AE ouvertes en 2019 *<br>(E1)<br><b>725 706 582</b>                                     | CP ouverts en 2019 *<br>(P1)<br><b>763 324 688</b>  |
| AE engagées en 2019<br>(E2)<br><b>656 200 802</b>                                       | CP consommés en 2019<br>(P2)<br><b>733 031 904</b>  |
| AE affectées non engagées au 31/12/2019<br>(E3)<br><b>0</b>                             | dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>182 627 100</b> |
| AE non affectées non engagées au 31/12/2019<br>(E4 = E1 - E2 - E3)<br><b>69 505 780</b> | dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019<br>(P4)<br><b>550 404 804</b>                        |

#### RESTES À PAYER

|  |   |  |   |   |
|--|---|--|---|---|
| Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut<br>(R1)<br><b>722 829 582</b>                 |   |  |   |   |
| Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018<br>(R2)<br><b>0</b>  |   |  |   |   |
| <b>Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net</b><br>(R3 = R1 + R2)<br><b>722 829 582</b> | - | CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019<br>(P3 = P2 - P4)<br><b>182 627 100</b> | = | Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019<br>(R4 = R3 - P3)<br><b>540 202 482</b>   |
| AE engagées en 2019<br>(E2)<br><b>656 200 802</b>  | - | CP consommés en 2019 sur engagements 2019<br>(P4)<br><b>550 404 804</b>                        | = | Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019<br>(R5 = E2 - P4)<br><b>105 795 998</b>   |
|  |   |  |   | <b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019</b><br>(R6 = R4 + R5)<br><b>645 998 479</b>   |
|  |   |  |   | Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019<br>(P5)<br><b>121 064 517</b>   |
|  |   |  |   | Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019<br>(P6 = R6 - P5)<br><b>524 933 962</b> |

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR

Les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2019 s'élèvent à 645 998 479 €, soit une baisse de 10,6 % par rapport aux engagements non couverts par des paiements au 31/12/2018, qui s'élevaient à 722 829 600 €.

Ils correspondent pour la grande majorité aux aides accordées aux projets de recherche et développement sur le Fonds de compétitivité des entreprises (FCE) et sur le Fonds unique interministériel (FUI) des pôles de compétitivité. Alors que les aides font l'objet d'un engagement global pour la totalité du projet, d'une durée moyenne de 36 à 48 mois, les versements s'échelonnent sur au moins quatre exercices budgétaires, dans la mesure où, à l'exception de l'avance à notification, ils ne peuvent intervenir qu'après la réalisation et la justification des travaux, pour chaque partenaire pour les versements intermédiaires, et pour l'ensemble des partenaires pour le solde des aides.

Il est à noter que sur la consommation nette d'AE 2019 (656 200 802 €), 536 767 292 € sont versés en AE=CP.

La consommation effective en AE s'est élevée à 667,7 M€, soit un écart de plus de 11 M€ par rapport à la consommation nette (656,2 M€). Cette différence s'explique par l'impact des retraits d'AE d'années antérieures hors tranches fonctionnelles, qui viennent réduire la consommation nette.

JUSTIFICATION PAR ACTION

---

**Action 01****Organismes de formation supérieure et de recherche**

|                            | Prévision LFI |               |                    | Réalisation |               |                    |
|----------------------------|---------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|
|                            | Titre 2       | Autres titres | Total              | Titre 2     | Autres titres | Total              |
| (y.c. FdC et AdP)          |               |               |                    |             |               |                    |
| Autorisations d'engagement | 105 851 219   | 217 525 515   | <b>323 376 734</b> | 103 743 506 | 212 501 230   | <b>316 244 736</b> |
| Crédits de paiement        | 105 851 219   | 217 525 515   | <b>323 376 734</b> | 103 743 506 | 212 471 230   | <b>316 214 736</b> |

L'action n°1 « Organismes de formation supérieure et de recherche » regroupe l'ensemble des financements apportés aux différentes écoles de formation supérieure placées sous la tutelle, principale ou non, du ministère de l'économie et des finances :

- Groupe Mines Télécom (GMT), composé de l'Institut Mines-Télécom (avec ses 8 écoles intégrées) et de l'École nationale supérieure des mines de Paris ;
- École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI-Les Ateliers) ;
- Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES) ;
- CentraleSupélec.

Ces établissements sont présentés de façon détaillée dans la partie « opérateurs », à l'exception de l'ENSCI, rattachée à titre principal au programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » au sein de la mission « Culture » et de CentraleSupélec, rattachée au programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » de la présente mission "Recherche et enseignement supérieur".

L'action n°1 comporte 1042 ETPT, soit la totalité des ETPT du programme sur titre 2. Il regroupe les emplois des écoles des mines (920 ETPT) et du GENES (122 ETPT). La masse salariale correspondante de 103 743 506 € en 2019 se répartit entre 91 002 665 € pour le Groupe Mines Télécom et 12 740 841 € pour le GENES.

Ces écoles emploient en outre des contractuels rémunérés par les établissements (59 ETPT sous plafond pour le GENES et 1 913 ETPT pour le GMT, ainsi que 18 ETPT hors plafond pour le GENES et 716 ETPT pour le GMT).

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement    |                    | Crédits de paiement           |                    |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 2 : Dépenses de personnel                           | 105 851 219                   | 103 743 506        | 105 851 219                   | 103 743 506        |
| Rémunérations d'activité                                  | 64 515 692                    | 63 785 679         | 64 515 692                    | 63 785 679         |
| Cotisations et contributions sociales                     | 40 942 441                    | 39 637 190         | 40 942 441                    | 39 637 190         |
| Prestations sociales et allocations diverses              | 393 086                       | 320 637            | 393 086                       | 320 637            |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      | 210 140 035                   | 205 419 865        | 210 140 035                   | 205 419 865        |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                               | 11                 |                               | 11                 |
| Subventions pour charges de service public                | 210 140 035                   | 205 419 854        | 210 140 035                   | 205 419 854        |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 6 681 480                     | 6 405 525          | 6 681 480                     | 6 405 525          |
| Transferts aux ménages                                    | 6 464 089                     | 6 205 525          | 6 464 089                     | 6 205 525          |
| Transferts aux autres collectivités                       | 217 391                       | 200 000            | 217 391                       | 200 000            |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières               | 704 000                       | 675 840            | 704 000                       | 645 840            |
| Dotations en fonds propres                                | 704 000                       | 675 840            | 704 000                       | 645 840            |
| <b>Total</b>  | <b>323 376 734</b>            | <b>316 244 736</b> | <b>323 376 734</b>            | <b>316 214 736</b> |

Les dépenses du programme se répartissent entre fonctionnement, intervention et investissement.

### Les dépenses de fonctionnement :

Les dépenses de fonctionnement regroupent les subventions pour charges de service public (catégorie 32) pour les écoles, opérateurs du programme.

Les Subventions pour charges de service public (SCSP) versées aux opérateurs s'élèvent à 205 419 865 € en 2019 qui se répartissent comme suit :

- GROUPE MINES TELECOM : AE= 185 005 623 € et CP = 185 005 623 €
- CENTRALE SUPELEC : AE= 9 038 317 € et CP = 9 038 317 €
- GENES : 9 822 705 € en AE et CP
- ENSCI : 1 553 220 € en AE et CP

Les écarts constatés entre LFI et exécution sont liés notamment aux mouvements suivants sur la ressource disponible :

- la mise en réserve pondérée (3 % pour les crédits HT2, 0,5 % sur les crédits destinés aux dépenses de personnel), à laquelle s'est ajoutée une réserve pondérée de 1 % mise en place par le responsable de programme visant à couvrir des aléas en cours de gestion ;
- le prélèvement sur la SCSP du Groupe Mines Télécom d'un montant de 1 125 000€ destiné à contribuer au financement d'un équipement mutualisé sur le campus de Saclay ; ce financement doit donner lieu à une convention dédiée qui n'a pu être engagée en 2019 et a fait l'objet d'un report sur 2020.

### Les dépenses d'intervention :

Les dépenses d'intervention correspondent aux bourses sur critères sociaux versées aux élèves du Groupe Mines Télécom et du GENES, selon des critères similaires à ceux du Ministère chargé de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI).

Les dépenses destinées aux bourses sociales du Groupe Mines-Télécom se sont élevées à 5 485 525 €. Le nombre d'élèves boursiers accueillis en 2018 - 2019 s'est élevé à 2 021, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Le taux de boursiers s'établit à environ 34 % des élèves ingénieurs en formation initiale dans ces écoles.

Les bourses allouées sur financement de l'État aux élèves de l'ENSAE et de l'ENSAI (GENES) se sont élevées à 720 000 €. 205 élèves, soit 18 % des élèves en formation dans ces écoles, ont obtenu une bourse pour l'année scolaire 2018-2019.

Enfin, une subvention de 200 000 € a été versée au GIP "Grande école du numérique" inauguré le 3 octobre 2016 et prorogé pour une durée de 3 ans le 12 novembre 2019. Ce GIP a pour objectif de répondre, sur le territoire national, aux besoins d'emplois dans le secteur du numérique et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi et de la formation, en particulier des jeunes, des femmes et des publics issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Pour le fonctionnement du GIP, les crédits sont fournis par trois ministères, dont le ministère de l'économie et des finances.

### Les dépenses d'opérations financières :

Les dépenses d'opérations financières sont de 675 840 € en AE et 645 840 € en CP et correspondent à la participation financière de l'État aux dépenses d'investissement, qui se décomposent comme suit :

- pour le Groupe Mines-Télécom, la participation aux travaux de rénovation des campus des écoles, pour un montant de 451 200 € en AE et 421 200 € en CP (les 30 k€ d'écart sont dus à un report de charges sur 2020 pour des questions de délais de paiement) ;
- pour l'ENSCI, des investissements planifiés sur 3 ans (2018 – 2020) en vue d'augmenter les ressources propres de l'école, pour un montant de 224 640 € (AE et CP) en 2019.

**Action 02****Soutien et diffusion de l'innovation technologique**

|                            | Prévision LFI |               |                    | Réalisation |               |                    |
|----------------------------|---------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|
|                            | Titre 2       | Autres titres | Total              | Titre 2     | Autres titres | Total              |
| (y.c. FdC et AdP)          |               |               |                    |             |               |                    |
| Autorisations d'engagement |               | 336 581 902   | <b>336 581 902</b> |             | 324 296 062   | <b>324 296 062</b> |
| Crédits de paiement        |               | 336 581 902   | <b>336 581 902</b> |             | 324 396 062   | <b>324 396 062</b> |

L'action 2 « Soutien et diffusion de l'innovation technologique » vise à accroître les capacités d'innovation et de croissance des Petites et moyennes entreprises (PME) et des Entreprises de taille intermédiaire (ETI), en accompagnant financièrement leurs projets et en facilitant la diffusion large des technologies et des process innovants dans le tissu économique. Elle repose sur la mobilisation des services de l'État (DGE, DIRECCTE) et de Bpifrance Financement, en liaison avec les réseaux territoriaux et organismes dédiés (centres régionaux d'innovation et de transfert de technologies, centres techniques industriels, pôles de compétitivité, instituts Carnot, etc.).

Les dépenses fiscales rattachées au programme 192 qui contribuent principalement à l'objectif 3 mis en avant par cette action sont :

- le Crédit impôt innovation (CII). Ce dispositif s'inscrit en complémentarité des interventions de financement par avances remboursables ou prêts à taux zéro mis en œuvre par Bpifrance Financement ou des soutiens en subventions aux projets de R&D réalisés dans le cadre du FUI. Les activités des entreprises concernées par le CII sont également éligibles, pour ce qui concerne les dépenses de personnel, aux exonérations sociales prévues par le dispositif « Jeunes entreprises innovantes » porté par le programme 192. Le coût du CII est évalué à 195 M€ en 2019 (dépense fiscale n° 200 310, donnée prévisionnelle) ;
- la taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cessions et de concessions de brevets. Le coût de la mesure est évalué à 566 M€ pour 2019 (dépense fiscale n° 320 139, donnée prévisionnelle).

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

| Titre et catégorie                          | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement        | 21 784 996                       | 17 011 000         | 21 784 996                       | 17 011 000         |
| Subventions pour charges de service public  | 21 784 996                       | 17 011 000         | 21 784 996                       | 17 011 000         |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention           | 312 196 906                      | 304 766 123        | 312 196 906                      | 304 866 123        |
| Transferts aux entreprises                  | 307 196 906                      | 299 966 123        | 307 196 906                      | 299 966 123        |
| Transferts aux autres collectivités         | 5 000 000                        | 4 800 000          | 5 000 000                        | 4 900 000          |
| Titre 7 : Dépenses d'opérations financières | 2 600 000                        | 2 518 939          | 2 600 000                        | 2 518 939          |
| Dotations en fonds propres                  | 2 600 000                        | 2 518 939          | 2 600 000                        | 2 518 939          |
| <b>Total</b>                                | <b>336 581 902</b>               | <b>324 296 062</b> | <b>336 581 902</b>               | <b>324 396 062</b> |

Les dépenses au titre de l'action 2 se répartissent entre fonctionnement, intervention et opérations financières.

Les dépenses de fonctionnement :

Une subvention pour charge de service public (SCSP) de 17 011 000 € a été versée au Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE).

L'écart entre la LFI 2019 (21 784 996 €) et l'exécution (17 011 000 €) résulte de l'application de la réserve de précaution pondérée opérateur majorée de la réserve de précaution mise en place par le responsable de programme ainsi que du versement d'une partie des crédits de fonctionnement prévus en LFI en crédits d'intervention.

Les dépenses d'intervention :

**Une dotation de 84 964 346 € en AE et CP au titre du dispositif des aides à l'innovation allouées à Bpifrance Financement (BPI).**

Une dotation de 84,96M€ en AE et CP a été consacrée au dispositif des aides à l'innovation prévu pour des PME/ETI innovantes de 2 000 salariés au plus, 335 M€ ont pu être distribués en tenant compte des coefficients multiplicateurs, dont 47 M€ pour des subventions, 91 M€ pour des avances remboursables et 197 M€ sous forme de prêts innovation et prêts FEDER. 30,9 M€ en provenance de reliquats de fonds innovation de la BPI (ISI 2009 pour 28,9 M€ et PMII pour 1,9 M€) ont complété cette enveloppe en 2019.

BPI a ainsi soutenu 2 600 entreprises en 2019.

L'écart entre la LFI 2019 (110 781 867 €) et l'exécution (84 964 346 €) résulte :

- de l'application de la réserve de précaution et de la réserve mise en place par le responsable de programme pour couvrir d'éventuels aléas (8 127 449 €) ;
- d'un redéploiement pour financer intégralement les dépenses liées aux exonérations des cotisations sociales des JEI, à hauteur de 14 212 739 € en AE et CP ;
- d'une annulation en fin de gestion à hauteur de 3 477 333 € en AE et CP opérée par loi de finances rectificative n° 2019-1270 du 2 décembre 2019.

**Une dotation de 210 627 777 € au titre du dispositif « Jeunes entreprises innovantes »**

L'écart entre la LFI 2019 (196,42 M€) et l'exécution (210,63 M€) résulte d'un versement complémentaire par redéploiement interne au programme (14,21 M€).

En octobre 2019, l'ACOSS a revu ses prévisions 2019, faisant apparaître un besoin prévisionnel supplémentaire de 14,21M€ par rapport à la LFI (196,42 M€).

Depuis la création du dispositif en 2004, le nombre de bénéficiaires du dispositif a triplé, passant de 1 300 en 2004 à 3 900 en 2018 (le chiffre de 2019 sera connu au printemps 2020).

**Une dotation de 4 800 000 € en AE et 4 900 000 € en CP au titre du dispositif CAP'TRONIC**

Conformément à la convention triennale 2018-2020, signée le 8 juin 2018 avec l'association JESSICA France, 4,8M€ en AE et 4,9M€ en CP ont été engagés et payés.

L'écart entre la LFI 2019 (5 M€ en AE et CP) et l'exécution (4,8 M€ en AE et 4,9 M€ en CP) résulte :

- de l'application de la réserve de précaution et de la réserve mise en place par le responsable de programme pour couvrir d'éventuels aléas (200 000 € en AE et CP) ;
- d'un redéploiement de 100 000 € en CP en provenance du Fonds de compétitivité des entreprises (FCE) porté par l'action 3.

L'élargissement de l'action de CAP'TRONIC au logiciel embarqué se traduit par :

- une augmentation significative du nombre d'interventions réalisées auprès des PME, passées de 2 159 PME aidées en 2012 à 2 430 PME aidées en 2019 ;
- une forte augmentation du montant des contrats d'appui technique, passé de 1,62 M€ en 2012 à 2,1 M€ en 2019.

**Enfin une dotation de 4 374 000 € en AE et CP pour le réseau de la métrologie française (LNE)**

En 2019, 4,4 M€ ont été versés par le LNE au réseau national de la métrologie selon une répartition proposée par le comité national de la métrologie et validée par le conseil d'administration du LNE. Ces projets ont pour objet de financer des opérations de grande envergure (la plupart dans un cadre européen), les équipements de pointe nécessaires dans le cadre des projets de recherche du réseau, et le pilotage de la métrologie française par le LNE.

Les dépenses d'opérations financières :

Une dotation en fonds propres de 2 518 939 € a été versée au Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE). L'écart entre la LFI 2019 (2,6 M€) et l'exécution (2,5 M€) résulte de l'application de la réserve de précaution.

### Action 03

#### Soutien de la recherche industrielle stratégique

|                            | Prévision LFI |               |                    | Réalisation |               |                    |
|----------------------------|---------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|--------------------|
|                            | Titre 2       | Autres titres | Total              | Titre 2     | Autres titres | Total              |
| (y.c. FdC et AdP)          |               |               |                    |             |               |                    |
| Autorisations d'engagement |               | 100 492 000   | <b>100 492 000</b> |             | 119 403 510   | <b>119 403 510</b> |
| Crédits de paiement        |               | 155 851 967   | <b>155 851 967</b> |             | 196 164 612   | <b>196 164 612</b> |

L'action 3 porte les dépenses des dispositifs du FCE (fonds de compétitivité des entreprises) dont le programme NANO 2022 couvrant la période 2018/2022 et RAPID (financé par des crédits transférés du ministère des armées), du FUI (fonds unique interministériel) dispositif mis en extinction sur le programme.

L'action 3 fait apparaître une consommation d'autorisations d'engagement de 117 771 912 € (une fois soustraits 1 631 598 € de recyclages d'AE initialement engagées sur des années antérieures à 2019) et de crédits de paiements de 196 164 612 €. En autorisations d'engagement (données nettes CHORUS), ce montant est inférieur de 13 017 949 € au montant effectif des engagements de l'État réalisés au cours de l'exercice 2019 (130 789 861 €). Cet écart s'explique par des mouvements sur des engagements juridiques des années antérieures (retraits et recyclages) qui viennent affecter la consommation CHORUS.

Pour déterminer la consommation effective, il convient d'effectuer les retraitements suivants :

- pour le Fonds unique interministériel (FUI) : + 6 426 211 € ;
- pour les Fonds de compétitivité des entreprises (FCE) hors FUI : + 5 185 150 € ;
- pour le dispositif « régime d'appui aux PME pour l'innovation duale » (RAPID) : + 1 406 588 €.

#### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

| Titre et catégorie  | Autorisations d'engagement       |                    | Crédits de paiement              |                    |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
|   | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        | Prévision LFI<br>y.c. FdC et AdP | Réalisation        |
| Titre 3 : Dépenses de fonctionnement                      |                                  | 95 854             |                                  | 29 401             |
| Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel |                                  | 95 854             |                                  | 29 401             |
| Titre 6 : Dépenses d'intervention                         | 100 492 000                      | 119 307 656        | 155 851 967                      | 196 135 211        |
| Transferts aux ménages                                    | 86 992 000                       |                    | 86 992 000                       |                    |
| Transferts aux entreprises                                | 10 800 000                       | 105 005 722        | 52 924 929                       | 179 755 323        |
| Transferts aux autres collectivités                       | 2 700 000                        | 14 301 934         | 15 935 038                       | 16 379 889         |
| <b>Total</b>  | <b>100 492 000</b>               | <b>119 403 510</b> | <b>155 851 967</b>               | <b>196 164 612</b> |

L'action 3 se compose de dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Les dépenses de fonctionnement :



Conformément à l'article 5 de la convention conclue entre l'État et la CDC le 22 décembre 2014 concernant le programme d'investissements d'avenir pour l'action « Nano 2017 », une dépense de 96 k€ (issus du fonds de concours Nano) a été couverte en 2019 correspondant au marché public d'évaluation finale du programme Nano2017.

Cette évaluation a été lancée mi-2019 pour une durée d'un an : ses résultats seront donc disponibles au deuxième trimestre 2020.

#### Les dépenses d'intervention :

**En autorisations d'engagement** elles portent uniquement sur le FCE.

En effet le FUI (0 € en consommation) a été placé en extinction sur le programme 192 à compter de 2019.

Depuis 2010, la gestion des aides financières aux projets du FUI est assurée par Bpifrance, l'État ayant continué à opérer la sélection des projets au regard d'un examen technique et économique des dossiers présentés. Par ailleurs, l'État (DGE) assure également le suivi des engagements et des paiements relatifs aux huit premiers Appels à projets (AAP).

S'agissant du **FCE** : 77 834 817 € en consommation nette CHORUS correspondant à 83 019 967 € en AE (hors mouvements sur engagements des années antérieures).

L'écart entre la LFI 2019 (13,5M€) et l'exécution (83,1M€) résulte notamment des mouvements suivants sur la ressource disponible :

- application de la réserve de précaution (540 000 €), annulée par loi de finances rectificative n° 2019-1270 du 2 décembre 2019;
- ouverture sur le fonds de concours n° 1-2-00339 « Financement des plans Nano 2017 et Nano 2022 par le PIA et le fonds pour l'innovation et l'industrie (EPIC BPI) », suite à l'arrêté du 19 mars 2019 portant ouverture de crédits de fonds de concours sur le programme 192 pour un montant de 50 000 000 € en AE et CP destinés au financement du plan Nano 2022 ;
- transfert de 4 836 000 € en AE pour le financement du plan Nano 2022, en provenance du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense », suite au décret n° 2019-533 du 27 mai 2019 ;
- transfert de 50 000 000 € en AE au titre du dispositif RAPID, en provenance du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense », suite au décret n° 2019-577 du 11 juin 2019 ;
- ouverture sur le fonds de concours n° 1-2-00339 « Financement des plans Nano 2017 et Nano 2022 par le PIA et le fonds pour l'innovation et l'industrie (EPIC BPI) », suite à l'arrêté du 10 juillet 2019 portant ouverture de crédits de fonds de concours sur le programme 192 pour un montant de 61 992 000 € en AE et CP, dont 45 792 000 € destinés au financement du plan Nano 2017 et 16 200 000 € destinés au financement du plan Nano 2022.

La dotation versée au FCE a permis principalement de financer :

#### 1. Le programme « Nano 2017 » :

Sur le fond de concours n° 1-2-00339 « Financement des plans Nano 2017 et Nano 2022 par le PIA et le fonds pour l'innovation et l'industrie (EPIC BPI) », le seul engagement de 2019 a porté sur l'évaluation finale du plan, pour 96 k€ sur les 45,8 M€ disponibles (rattachés au fonds de concours en 2019), au titre du seul programme national. Les AE surnuméraires, n'ayant plus vocation à être consommées, ont fait l'objet d'une annulation en début de gestion 2020. Les travaux liés au programme Nano2017 sont désormais terminés.

#### 2. Le programme Nano2022 : 82,9 M€

Le programme Nano 2022, qui a débuté en 2018 et succède à Nano2017 pour soutenir l'industrie de la nanoélectronique, a fait l'objet d'un engagement total de 82,9 M€ sur le FCE, soit 17,5 M€ au titre des ressources budgétaires et 65,4 M€ au titre du fonds de concours.

Ces engagements se répartissent comme suit :

- 4,2 M€ au titre de la part nationale de six projets financés au sein de l'ITC ECSEL ;
- 78,7 M€ au titre de travaux relevant du volet national.

Enfin l'appel à projets « régime d'appui aux PME pour l'innovation duale – RAPID » : 46 363 305 € en consommation nette Chorus correspondant à 46 918 224 € (hors mouvements sur engagements des années antérieures) a été mis en oeuvre.

Ce dispositif spécifiquement consacré au financement des projets de recherche industrielle ou de développement expérimental à fort potentiel technologique sur les marchés militaire et civil est mis en œuvre par la délégation générale pour l'armement (DGA) et la DGE, qui co-instruisent les projets proposés.

En 2019, 58 projets ont été financés sur le programme 192 sous forme de subventions, pour un montant global de 46,9 M€. Ces interventions ont été financées à partir d'un transfert de 50 M€ en AE en provenance du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense », suite au décret n° 2019-577 du 11 juin 2019.

Les Initiatives Technologiques Conjointes (ITC) – ECSEL ainsi que les clusters Eurêka n'ont pas fait l'objet d'engagement en dehors du plan Nano2022.

**En crédits de paiements** l'écart entre la LFI 2019 (68 859 967 €) et l'exécution (196 164 612 €) résulte notamment, pour l'ensemble de l'action 3, des mouvements suivants sur la ressource disponible :

- application de la réserve de précaution (2 754 399 €), annulée par loi de finances rectificative n° 2019-1270 du 2 décembre 2019 ;
- redéploiement de 100 000 € vers le dispositif Cap'tronic (action 2) ;
- ouverture sur le fonds de concours n° 1-2-00339 « Financement des plans Nano 2017 et Nano 2022 par le PIA et le fonds pour l'innovation et l'industrie (EPIC BPI)», suite à l'arrêté du 19 mars 2019 portant ouverture de crédits de fonds de concours sur le programme 192 pour un montant de 50 000 000 € en AE et CP destinés au financement du plan Nano 2022 ;
- transfert de 5 007 146 € en CP, en provenance du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense », suite au décret n° 2019-533 du 27 mai 2019, dont 3 734 400 € pour le financement du plan Nano 2022 et 1 272 746 € au titre de restes à payer sur le FUI ;
- transfert de 40 000 000 € en CP au titre du dispositif RAPID, en provenance du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense », suite au décret n° 2019-577 du 11 juin 2019 ;
- ouverture sur le fonds de concours n° 1-2-00339 « Financement des plans Nano 2017 et Nano 2022 par le PIA et le fonds pour l'innovation et l'industrie (EPIC BPI)», suite à l'arrêté du 10 juillet 2019 portant ouverture de crédits de fonds de concours sur le programme 192 pour un montant de 61 992 000 € en AE et CP, dont 45 792 000 € destinés au financement du plan Nano 2017 et 16 200 000 € destinés au financement du plan Nano 2022.

Les paiements effectués, d'un montant total de 196 164 612 €, se répartissent comme suit :

- FUI : 43 180 171 € ; les paiements réalisés ont concerné les restes à payer à Bpifrance pour les appels à projets (AAP) 9 à 25 (38 M€) du FUI, les restes à payer pour les appels projets toujours gérés par la DGE (3,5 M€) et pour les plates-formes d'innovation (1,7 M€) ;
- FCE : 152 984 441 €, dont, pour les activités principales :
  - 44 963 704 € financés par le fonds de concours au titre de Nano 2017, incluant 9,7 M€ au titre de deux projets ECSEL encore en cours. Les 1,1 M€ restants sur le fonds de concours ont été reportés sur 2020 ;
  - 42 423 933 € financés par le fonds de concours au titre de Nano 2022, incluant 5,2 M€ au titre de huit projets ECSEL. Les 23,8 M€ restants sur le fonds de concours ont été reportés sur 2020 ;
  - RAPID : 40 887 871 €.

D'autres projets ont fait l'objet de paiements en 2019, pour un montant total de 24 709 233 €.

Parmi ceux-ci, les projets ECSEL en cours (hors Nano) ont notamment fait l'objet de paiements à hauteur de 3,1 M€, pour 5 projets. Les paiements réalisés au titre des clusters Eurêka se sont élevés à 12,9 M€.



## SYNTHÈSE DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

| Opérateur financé (Programme chef de file)   | Prévision LFI              |                     | Réalisation                |                     |
|--|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|  | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| <b>INI - Institution nationale des Invalides (P169)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>335 687</b>             | <b>0</b>            |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 335 687                    | 0                   |
| <b>ENSTA Bretagne - Ecole nationale supérieure de techniques avancées Bretagne (P144)</b>                            | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>184 495</b>             | <b>201 832</b>      |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 184 495                    | 201 832             |
| <b>ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (P144)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>247 284</b>             | <b>233 451</b>      |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 247 284                    | 233 451             |
| <b>ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales (P144)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>616 677</b>             | <b>864 402</b>      |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 616 677                    | 864 402             |
| <b>Météo-France (P159)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>-25 034</b>             | <b>0</b>            |
| Transferts   | 0                          | 0                   | -25 034                    | 0                   |
| <b>CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée (P334)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>675 000</b>      |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 0                          | 675 000             |
| <b>IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (P159)</b>                                    | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>50 309</b>       |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 0                          | 50 309              |
| <b>ENSCI - Ecole nationale supérieure de création industrielle (P224)</b>  | <b>1 806 000</b>           | <b>1 806 000</b>    | <b>1 777 860</b>           | <b>1 777 860</b>    |
| Subventions pour charges de service public   | 1 572 000                  | 1 572 000           | 1 553 220                  | 1 553 220           |
| Dotations en fonds propres   | 234 000                    | 234 000             | 224 640                    | 224 640             |
| <b>CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (P159)</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>77 010</b>       |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 0                          | 77 010              |
| <b>ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (P217)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>20 253</b>       |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 0                          | 20 253              |
| <b>Universités et assimilés (P150)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>6 402 872</b>           | <b>4 229 376</b>    |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 6 402 872                  | 4 229 376           |
| <b>Ecoles et formations d'ingénieurs (P150)</b>  | <b>9 179 000</b>           | <b>9 179 000</b>    | <b>10 140 581</b>          | <b>10 229 882</b>   |
| Subventions pour charges de service public   | 9 179 000                  | 9 179 000           | 9 038 317                  | 9 038 317           |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 1 102 264                  | 1 191 565           |
| <b>Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>231 087</b>             | <b>139 041</b>      |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 231 087                    | 139 041             |
| <b>Communautés d'universités et d'établissements (P150)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>600 000</b>             | <b>570 000</b>      |
| Dotations en fonds propres   | 0                          | 0                   | 600 000                    | 570 000             |
| <b>BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières (P172)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>28 631</b>       |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 0                          | 28 631              |
| <b>CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)</b>                                   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>48 390 550</b>          | <b>51 835 800</b>   |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 48 390 550                 | 51 835 800          |
| <b>CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (P172)</b>            | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>134 502</b>      |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 0                          | 134 502             |
| <b>CNRS - Centre national de la recherche scientifique (P172)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>4 970 798</b>           | <b>2 886 407</b>    |
| Transferts   | 0                          | 0                   | 4 970 798                  | 2 886 407           |
| <b>IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172)</b>                                 | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>-22 842</b>             | <b>18 702</b>       |

| Opérateur financé (Programme chef de file)  | Prévision LFI              |                     | Réalisation                |                     |
|---|----------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|
|   | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement | Autorisations d'engagement | Crédits de paiement |
| Transferts  | 0                          | 0                   | -22 842                    | 18 702              |
| <b>CNES - Centre national d'études spatiales (P193)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>82 062</b>       |
| Transferts  | 0                          | 0                   | 0                          | 82 062              |
| <b>IFPEN - IFP Energies Nouvelles (P190)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>47 306</b>       |
| Transferts  | 0                          | 0                   | 0                          | 47 306              |
| <b>INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique (P172)</b>                                  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>257 061</b>             | <b>318 652</b>      |
| Transferts  | 0                          | 0                   | 257 061                    | 318 652             |
| <b>IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (P190)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>137 968</b>      |
| Transferts  | 0                          | 0                   | 0                          | 137 968             |
| <b>GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique (P192)</b>  | <b>10 791 000</b>          | <b>10 791 000</b>   | <b>10 542 694</b>          | <b>10 542 694</b>   |
| Subventions pour charges de service public  | 10 041 000                 | 10 041 000          | 9 822 694                  | 9 822 694           |
| Transferts  | 750 000                    | 750 000             | 720 000                    | 720 000             |
| <b>Groupe Mines Télécom (P192)</b>  | <b>195 417 000</b>         | <b>195 417 000</b>  | <b>191 681 306</b>         | <b>192 939 650</b>  |
| Subventions pour charges de service public  | 189 233 000                | 189 233 000         | 185 005 623                | 185 005 623         |
| Dotations en fonds propres  | 470 000                    | 470 000             | 451 200                    | 451 200             |
| Transferts  | 5 714 000                  | 5 714 000           | 6 224 483                  | 7 482 827           |
| <b>INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale (P172)</b>  | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>-71 509</b>             | <b>1 232 228</b>    |
| Transferts  | 0                          | 0                   | -71 509                    | 1 232 228           |
| <b>Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire (P142)</b>   | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>0</b>                   | <b>46 898</b>       |
| Transferts  | 0                          | 0                   | 0                          | 46 898              |
| <b>LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais (P192)</b>  | <b>24 385 000</b>          | <b>24 385 000</b>   | <b>23 903 939</b>          | <b>23 903 939</b>   |
| Subventions pour charges de service public  | 21 785 000                 | 21 785 000          | 17 011 000                 | 17 011 000          |
| Dotations en fonds propres  | 2 600 000                  | 2 600 000           | 2 518 939                  | 2 518 939           |
| Transferts  | 0                          | 0                   | 4 374 000                  | 4 374 000           |
| <b>IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (P172)</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>            | <b>55 123</b>              | <b>0</b>            |
| Transferts  | 0                          | 0                   | 55 123                     | 0                   |
| <b>Total</b>  | <b>241 578 000</b>         | <b>241 578 000</b>  | <b>300 218 632</b>         | <b>303 223 855</b>  |
| Total des subventions pour charges de service public  | 231 810 000                | 231 810 000         | 222 430 854                | 222 430 854         |
| Total des dotations en fonds propres  | 3 304 000                  | 3 304 000           | 3 794 779                  | 3 764 779           |
| Total des transferts  | 6 464 000                  | 6 464 000           | 73 992 999                 | 77 028 222          |

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT CE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

| Opérateur  | ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs |              |                     |                | ETPT rémunérés par d'autres collectivités |
|--|--|-----------------------------------|--------------|---------------------|----------------|---|
|  |  | sous plafond *                    | hors plafond | dont contrats aidés | dont apprentis |   |
| GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique | Réalisation 2018                                       | 61                                | 28           | 0                   | 0              | 0   |
|  | Prévision 2019   | 75                                | 20           | 0                   | 0              | 0   |
|  | Réalisation 2019                                       | 123                               | 18           | 0                   | 0              | 123                                       |
| Groupe Mines Télécom   | Réalisation 2018                                       | 1 919                             | 682          | 0                   | 30             | 0   |
|  | Prévision 2019   | 1 932                             | 754          | 29                  | 0              | 5   |
|  | Réalisation 2019                                       | 920                               | 716          | 0                   | 33             | 107                                       |
| LNE - Laboratoire national de métrologie et                        |  | 282                               | 392          | 18                  | 0              | 0   |

| Opérateur    | Réalisation 2018<br>Prévision 2019<br>Réalisation 2019 | ETPT rémunérés<br>par ce<br>programme ou<br>d'autres<br>programmes | ETPT rémunérés par les opérateurs |              |                        |                | ETPT rémunérés<br>par d'autres<br>collectivités |
|--------------|--|--|-----------------------------------|--------------|------------------------|----------------|---|
|              |  |  | sous plafond *                    | hors plafond | dont contrats<br>aidés | dont apprentis |   |
| d'essais     |  | 0  | 282                               | 339          | 15                     | 0              | 0   |
|              |  | 0  | 282                               | 334          | 15                     | 0              | 0   |
| <b>Total</b> |  |  | <b>2 262</b>                      | <b>1 102</b> | <b>18</b>              | <b>30</b>      | <b>0</b>  |
|              |  | <b>1 068</b>   | <b>2 289</b>                      | <b>1 113</b> | <b>44</b>              | <b>0</b>       | <b>5</b>  |
|              |  | <b>1 043</b>   | <b>2 254</b>                      | <b>1 068</b> | <b>15</b>              | <b>33</b>      | <b>230</b>                                      |

\* Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019

## PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

|  | Prévision<br>ETPT | Réalisation<br>ETPT |
|--|-------------------|---------------------|
| Emplois sous plafond 2018                                    | 2 291             | 2 262               |
| Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2018 | 0                 | 0                   |
| <b>Impact du schéma d'emplois 2019</b>                       | <b>-2</b>         | <b>0</b>            |
| Solde des transferts T2/T3                                   | 0                 | 0                   |
| Solde des transferts internes                                | 0                 | 0                   |
| Solde des mesures de périmètre                               | 0                 | 0                   |
| Corrections techniques                                       | 0                 | 0                   |
| Abattements techniques                                       | 0                 | 0                   |
| <b>Emplois sous plafond 2019 *</b>                           | <b>2 289</b>      | <b>2 254</b>        |

\* Les emplois sous plafond 2019 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2019 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019

|                              | Prévision ETP | Réalisation ETP |
|------------------------------|---------------|-----------------|
| Schéma d'emplois 2019 en ETP | -2            | 0               |

## FISCALITÉ AFFECTÉE AUX OPÉRATEURS

|  | Budget initial | Compte financier |
|--|----------------|------------------|
| GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique | 0              | 0                |
| Groupe Mines Télécom   | 0              | 239 389          |
| LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais               | 0              | 0                |
| <b>Total</b>   | <b>0</b>       | <b>239 389</b>   |



## OPÉRATEURS

## GENES - GROUPEMENT DES ÉCOLES NATIONALES D'ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Toutes les composantes du Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (GENES) contribuent à sa stratégie partagée de développement des ressources autour de la « *data science* » appliquée aux domaines de l'économie, de la finance et de la sociologie : l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) et l'École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (ENSAI) en redéployant leurs enseignements et en créant en partenariat des mastères dédiés, la formation continue en développant des formations certifiantes, le Centre de recherche en économie et statistique (CREST) en bénéficiant de financements publics et privés, et Datastorm en mettant toutes les compétences du groupe au service des entreprises et des administrations.

Conformément à ses orientations stratégiques, le GENES a pris, depuis sa création, une part très active aux mutations à l'œuvre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Le GENES, *via* ses écoles et laboratoires de recherche, participe activement à la dynamique du campus de Paris-Saclay (ENSAE) et de la métropole de Rennes (ENSAI). Le rapprochement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche du campus Paris Saclay, qui était déjà en cours depuis plusieurs années, s'est concrétisé sous la forme de la création de l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris) le 31 mai 2019 ; il s'agit d'un établissement public expérimental d'enseignement supérieur et de recherche regroupant l'École Polytechnique, l'École nationale supérieure des techniques avancées (ENSTA), l'Institut Mines Télécom, au périmètre de Télécom Paris et Télécom SudParis, et le GENES, au périmètre de l'ENSAE Paris.

À noter que, mis en place en 2010 au sein du GENES, le Centre d'accès sécurisé aux données (CASD), un service à destination de la recherche unique en France, qui s'appuie sur un équipement hautement sécurisé permettant aux chercheurs de travailler à distance sur des bases de données individuelles, détaillées et confidentielles, a changé de statut juridique le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour se constituer en Groupement d'intérêt public (GIP).

L'année 2019 a constitué le deuxième exercice plein d'occupation du nouveau bâtiment construit sur le campus de Paris Saclay par les entités parisiennes du GENES, notamment par l'ENSAE. Ce nouveau bâtiment permet au GENES de pleinement jouer son rôle d'établissement support de l'unité mixte de recherche CREST, créée avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'École Polytechnique, qui, par sa taille et la qualité de ses travaux, joue un rôle important en matière de recherche scientifique en « *data science* » et en sciences économiques et sociales.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense  | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P231 – Vie étudiante</b>   |                               |                        |                               |                        | 4                             | 4                      |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 4                             | 4                      |
| <b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en<br/>matière économique et industrielle</b> | 10 426                        | 10 426                 | 10 791                        | 10 791                 | 10 543                        | 10 543                 |
| Subventions pour charges de service public  | 9 716                         | 9 716                  | 10 041                        | 10 041                 | 9 823                         | 9 823                  |
| Transferts  | 710                           | 710                    | 750                           | 750                    | 720                           | 720                    |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>   |                               |                        |                               |                        | 10                            | 10                     |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 10                            | 10                     |



(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>Total</b>                                   | <b>10 426</b>                 | <b>10 426</b>          | <b>10 791</b>                 | <b>10 791</b>          | <b>10 556</b>                 | <b>10 556</b>          |

## COMPTE FINANCIER 2019

### Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges  | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * | Produits   | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * |
|--|---------------------------|-------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------|
| Personnel  | 6 340                     | 6 023                         | Subventions de l'État  | 10 537                    | 10 543                        |
| <i>dont charges de pensions civiles</i>                                | 634                       | 600                           | – subventions pour charges de service public   | 9 817                     | 9 823                         |
|  |                           |                               | – crédits d'intervention( transfert)   | 720                       | 720                           |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                      | 9 043                     | 9 583                         | Fiscalité affectée   |                           |                               |
| Intervention (le cas échéant)  | 720                       | 673                           | Autres subventions   | 1 074                     | 1 633                         |
| Opérations d'ordre (inclues dans<br>Fonctionnement et/ou Intervention) | 2 595                     | 4 041                         | Autres produits  | 4 512                     | 5 543                         |
| <i>dont dotations aux amortissements et<br/>provisions</i>             | 2 595                     | 4 041                         | <i>dont reprises aux amortissements et<br/>provisions</i>                              |                           |                               |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments<br/>d'actif cédés</i>      |                           |                               | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                     |                           |                               |
|  |                           |                               | <i>dont quote-part reprise au résultat des<br/>financements rattachés à des actifs</i> | 1 040                     | 1 042                         |
| <b>Total des charges</b>   | <b>16 103</b>             | <b>16 279</b>                 | <b>Total des produits</b>  | <b>16 123</b>             | <b>17 719</b>                 |
| Résultat : bénéfice  | 20                        | 1 440                         | Résultat : perte   |                           |                               |
| Total : équilibre du CR  | 16 123                    | 17 719                        | Total : équilibre du CR  | 16 123                    | 17 719                        |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * | Ressources  | Budget<br>initial<br>2019 | Compte<br>financier<br>2019 * |
|--------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---|---------------------------|-------------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                           |                               | Capacité d'autofinancement                                | 1 575                     | 4 439                         |
| Investissements                      | 1 825                     | 1 094                         | Financement de l'actif par l'État                         |                           |                               |
|                                      |                           |                               | Financement de l'actif par les tiers autres que<br>l'État | 474                       |                               |
|                                      |                           |                               | Autres ressources   |                           |                               |
| Remboursement des dettes financières |                           |                               | Augmentation des dettes financières                       |                           |                               |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>1 825</b>              | <b>1 094</b>                  | <b>Total des ressources</b>                               | <b>2 049</b>              | <b>4 439</b>                  |
| Augmentation du fonds de roulement   | 224                       | 3 345                         | Diminution du fonds de roulement                          |                           |                               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'exercice est positif à 1,4 M€, dans la lignée des exercices précédents : 1,3 M€ en 2015 ; 1,7 M€ en 2016 ; 3,6 M€ en 2017 et 3,3 M€ en 2018.

Ce résultat intègre l'inscription d'une provision « pour risques et charges » à hauteur de 2 M€, qui prend en compte l'évaluation du sinistre complexe de peinture du bâtiment GENES – ENSAE, dont la prise en charge pour tout ou partie est incertaine.

Ce résultat 2019 est le résultat de la maîtrise des dépenses et du dynamisme des recettes propres issues des droits de scolarité, de la formation continue, de la taxe d'apprentissage et des contrats et conventions de recherche, mais reflète également le décalage de l'exécution de certains projets d'un exercice sur l'autre.

L'écart entre le budget initial 2019 et le compte financier se caractérise, sur les charges du compte de résultat, supérieures de 176 k€ à la prévision, par :

- des dépenses de personnel moins importantes que prévu, à 6 023 k€ ;
- des charges de fonctionnement plus élevées que prévu, à 9 583 k€ ;
- des charges d'intervention légèrement moins élevées que prévu, à 673 k€.

Les charges, comprenant les dotations aux amortissements et provisions, se sont élevées à 16 279 k€, contre 16 103 k€ prévus en budget initial.

L'ÉCART ENTRE LE BUDGET INITIAL 2019 ET LE COMPTE FINANCIER SE CARACTÉRISE, SUR LES PRODUITS DU COMPTE DE RÉSULTAT, SUPÉRIEURS DE 1 596 K€ À LA PRÉVISION, PAR :

- DES SUBVENTIONS AUTRES QUE CELLES DE L'ÉTAT MOINS ÉLEVÉES QUE PRÉVU, À 866 K€, LE VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION D'INVESTISSEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE (ANR) POUR LE PROJET IMMOBILIER PARIS SACLAY AYANT ÉTÉ REPORTÉ AU BUDGET 2020 ;

- D'AUTRES PRODUITS PLUS IMPORTANTS QUE PRÉVU, À 5 543 K€, EN RAISON NOTAMMENT DE LA RÉGULARISATION DES RECETTES PERÇUES AU TITRE DES DROITS DE SCOLARITÉ 2018/2019 DE L'ENSAE.

IL CONVIENT DE NOTER QUE L'EXERCICE 2019 INTÈGRE DES RECETTES EXCEPTIONNELLES LIÉES AU RATTRAPAGE DE L'INSCRIPTION DES RECETTES PERÇUES AU TITRE DES DROITS DE SCOLARITÉ 2018/2019.

CES ÉVOLUTIONS ONT CONDUIT À UNE AUGMENTATION DU FONDS DE ROULEMENT PLUS IMPORTANTE QU'ANTICIPÉE DANS LE BUDGET INITIAL : 3 345 K€ AU LIEU DE 224 K€.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                | Budget initial 2019 |               | Compte financier 2019 * |               |
|---|---------------------|---------------|-------------------------|---------------|
|   | AE                  | CP            | AE                      | CP            |
| Personnel                               | 6 340               | 6 340         | 6 022                   | 6 022         |
| Fonctionnement                          | 6 297               | 6 447         | 6 479                   | 6 131         |
| Intervention                            | 720                 | 720           | 658                     | 658           |
| Investissement                          | 1 825               | 1 825         | 1 088                   | 1 349         |
| <b>Enveloppe recherche</b>              | <b>0</b>            | <b>0</b>      | <b>0</b>                | <b>0</b>      |
| - Personnel                             | 0                   | 0             | 0                       | 0             |
| - Fonctionnement                        | 0                   | 0             | 0                       | 0             |
| - Investissement                        | 0                   | 0             | 0                       | 0             |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b> | <b>15 182</b>       | <b>15 332</b> | <b>14 247</b>           | <b>14 160</b> |
| Dépenses de pensions civiles globales   | 634                 | 634           | 600                     | 600           |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>15 048</b>       | <b>15 333</b>           |
| Subvention pour charges de service public       | 9 817               | 9 823                   |
| Autres financements de l'État                   | 720                 | 720                     |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics                     | 10                  | 0                       |
| Recettes propres                                | 4 501               | 4 790                   |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>1 074</b>        | <b>862</b>              |
| Financements de l'État fléchés                  | 0                   | 0                       |
| Autres financements publics fléchés             | 824                 | 804                     |
| Recettes propres fléchées                       | 250                 | 58                      |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>16 122</b>       | <b>16 195</b>           |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)</b> | <b>790</b>          | <b>2 035</b>            |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)</b>  | <b>0</b>            | <b>0</b>                |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination                | Personnel    | Fonctionnement |              | Intervention |            | Investissement |              | Total         |               |
|----------------------------|--------------|----------------|--------------|--------------|------------|----------------|--------------|---------------|---------------|
|                            | AE = CP      | AE             | CP           | AE           | CP         | AE             | CP           | AE            | CP            |
| Accès sécurisé aux données | 200          | 60             | 60           | 0            | 0          | 120            | 120          | 380           | 380           |
|                            | 258          | 116            | 177          | 0            | 0          | 0              | 201          | 374           | 636           |
| Enseignement               | 2 100        | 1 940          | 1 940        | 720          | 720        | 0              | 0            | 4 760         | 4 760         |
|                            | 2 133        | 1 602          | 1 546        | 658          | 658        | 0              | 0            | 4 393         | 4 337         |
| Fonction support           | 1 160        | 2 352          | 2 352        | 0            | 0          | 935            | 935          | 4 447         | 4 447         |
|                            | 867          | 3 183          | 2 804        | 0            | 0          | 986            | 906          | 5 036         | 4 577         |
| Formation continue         | 400          | 291            | 291          | 0            | 0          | 0              | 0            | 691           | 691           |
|                            | 385          | 214            | 205          | 0            | 0          | 0              | 0            | 599           | 590           |
| Immobilier                 | 0            | 906            | 1 056        | 0            | 0          | 745            | 745          | 1 651         | 1 801         |
|                            | 0            | 783            | 830          | 0            | 0          | 87             | 220          | 870           | 1 050         |
| Recherche                  | 2 480        | 749            | 749          | 0            | 0          | 25             | 25           | 3 254         | 3 254         |
|                            | 2 379        | 582            | 569          | 0            | 0          | 15             | 22           | 2 976         | 2 970         |
| <b>Total</b>               | <b>6 340</b> | <b>6 297</b>   | <b>6 447</b> | <b>720</b>   | <b>720</b> | <b>1 825</b>   | <b>1 825</b> | <b>15 182</b> | <b>15 332</b> |

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel | Fonctionnement |       | Intervention |     | Investissement |       | Total  |        |
|---|-----------|----------------|-------|--------------|-----|----------------|-------|--------|--------|
|   | AE = CP   | AE             | CP    | AE           | CP  | AE             | CP    | AE     | CP     |
|   | 6 022     | 6 480          | 6 131 | 658          | 658 | 1 088          | 1 349 | 14 248 | 14 160 |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 140                    | 956                        |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                      | 981                        |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>140</b>             | <b>1 937</b>               |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>900</b>             | <b>2 794</b>               |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 358                    | 1 221                      |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 542                    | 1 573                      |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>1 040</b>           | <b>4 731</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>790</b>             | <b>2 035</b>               |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 0                      | 0                          |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 250                    | 2 176                      |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                      | 520                        |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>1 040</b>           | <b>4 731</b>               |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 0                      | 0                          |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 0                      | 0                          |
| <b>Total des financements</b>   | <b>1 040</b>           | <b>4 731</b>               |

\* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Les dépenses d'intervention (bourses sociales accordées aux étudiants) sont couvertes par la subvention d'intervention à partir du titre 6 de l'État, le nombre d'étudiants de l'ENSAE augmentant un peu moins que prévu initialement et le nombre d'étudiants de l'ENSAI n'évoluant quasiment pas du fait de la capacité d'accueil saturée du bâtiment à Rennes.

Sur le fonctionnement, et plus encore sur l'investissement, des décalages peuvent se produire entre la prévision et la réalisation en raison des restes à payer et du décalage dans le temps de l'exécution de certains projets : raccordement au réseau chaud/froid mutualisé du campus Paris-Saclay, études liées au sinistre peinture, protocoles transactionnels et situations de travaux du bâtiment GENES - ENSAE encore à solder.

La sous-consommation de la masse salariale s'explique par la rotation des effectifs et des difficultés de recrutement liées à l'implantation du GENES-ENSAE sur le plateau de Paris-Saclay.

L'augmentation du montant des recettes budgétaires s'explique en grande partie par la régularisation des recettes perçues au titre des droits de scolarité 2018/2019 de l'ENSAE pour un montant de 1,2 M€, ainsi qu'à la régularisation des recettes perçues au titre du projet LABEX ECODEC, dont le GENES a repris la gestion en tant qu'établissement porteur au 1<sup>er</sup> avril 2018. Concernant les recettes fléchées, celles-ci ont été réalisées à hauteur de 61 % en raison du report sur 2020 de la subvention à percevoir au titre du projet TeraLab, ainsi que par la décision de l'ANR de verser directement au GIP CASD le solde de la subvention du projet Equipex (200 k€).

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>89</b>               | <b>95</b>             | <b>77</b>        |
| – sous plafond                                       | 61                      | 75                    | 59               |
| – hors plafond                                       | 28                      | 20                    | 18               |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         |                       |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         | <b>126</b>            | <b>246</b>       |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         | 126                   | 123              |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       | 123              |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

Sur le budget opérateur, le GENES a respecté le plafond d'emplois fixé à 75 ETPT sous plafond et l'autorisation d'emplois hors plafond fixée à 20 ETPT (consommation : 18 ETPT).

Sur le titre 2 de l'État, la consommation des emplois s'élève à 123 ETPT, sur la base des données de gestion d'établissement, soit en diminution de -2 ETPT par rapport à l'année 2018, pour un PEA à 161 ETPT, PEA qui ne prenait pas en compte le changement de statut juridique du CASD au moment de la LFI 2019. Les effectifs du GENES se sont établis à 125 ETP au mois de décembre 2018 et le schéma d'emplois de -3 ETP a été respecté.

## GROUPE MINES TÉLÉCOM

Le groupe Mines Télécom est un acteur majeur de l'enseignement supérieur et de la recherche qui se compose de l'Institut Mines Télécom (IMT) avec ses 8 écoles intégrées, du GIE EURECOM filiale de l'IMT, et de l'école nationale supérieure des mines de Paris associée par décret à l'IMT et également établissement composante de l'Université Paris Sciences et Lettres (PSL).

L'année 2019 a été marquée notamment par le déménagement, fin octobre, de la direction générale de l'Institut Mines Télécom et de ses 2 écoles, Télécom Paris et Télécom Sud Paris, dans le nouveau siège construit à Palaiseau. Il s'agit d'un événement très structurant qui impacte fortement l'établissement au niveau organisationnel et dont la traduction budgétaire est importante tant en dépenses qu'en recettes.

Cette installation stratégique au sein du campus de Saclay va permettre à l'IMT de développer ses échanges avec les établissements d'enseignement supérieur et les nombreuses entreprises qui y sont implantés. L'IMT au périmètre des 2 écoles précitées, est en outre devenu établissement composante de l'Institut Polytechnique de Paris, établissement expérimental créé par décret du 31 mai 2019 également présent sur le campus de Saclay, qui comprend par ailleurs l'Ecole Polytechnique, l'ENSTA Paris et l'ENSAE Paris.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense   | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|--|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|  | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P185 – Diplomatie culturelle et d'influence</b>                                       |                               |                        |                               |                        |                               | <b>4</b>               |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        |                               | 4                      |
| <b>P216 – Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur</b>                         |                               |                        |                               |                        | <b>25</b>                     |                        |
| Subventions pour charges de service public   |                               |                        |                               |                        | 25                            |                        |
| <b>P144 – Environnement et prospective de la politique de défense</b>                    |                               |                        |                               |                        | <b>79</b>                     | <b>35</b>              |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 79                            | 35                     |
| <b>P181 – Prévention des risques</b>   |                               |                        |                               |                        | <b>20</b>                     | <b>20</b>              |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 20                            | 20                     |
| <b>P174 – Énergie, climat et après-mines</b>   | <b>1 036</b>                  | <b>1 036</b>           |                               |                        | <b>1 059</b>                  | <b>1 059</b>           |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 70                            | 70                     |
| Transferts   | 1 036                         | 1 036                  |                               |                        | 989                           | 989                    |
| <b>P141 – Enseignement scolaire public du second degré</b>                               |                               |                        |                               |                        | <b>29</b>                     | <b>29</b>              |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 29                            | 29                     |
| <b>P214 – Soutien de la politique de l'éducation nationale</b>                           |                               |                        |                               |                        |                               | <b>48</b>              |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        |                               | 48                     |
| <b>P150 – Formations supérieures et recherche universitaire</b>                          | <b>437</b>                    | <b>437</b>             | <b>473</b>                    | <b>473</b>             | <b>325</b>                    | <b>325</b>             |
| Subventions pour charges de service public   | 437                           | 437                    | 473                           | 473                    | 325                           | 325                    |
| <b>P231 – Vie étudiante</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>19</b>                     | <b>19</b>              |
| Subventions pour charges de service public   |                               |                        |                               |                        | 3                             | 3                      |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 16                            | 16                     |
| <b>P172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires</b>             |                               |                        |                               |                        | <b>482</b>                    | <b>495</b>             |
| Subventions pour charges de service public   |                               |                        |                               |                        | 20                            | 20                     |
| Dotations en fonds propres   |                               |                        |                               |                        | 460                           | 464                    |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 2                             | 11                     |
| <b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle</b>  | <b>187 944</b>                | <b>187 944</b>         | <b>195 417</b>                | <b>195 417</b>         | <b>191 681</b>                | <b>192 940</b>         |
| Subventions pour charges de service public   | 180 717                       | 180 717                | 189 233                       | 189 233                | 185 006                       | 185 006                |
| Dotations en fonds propres   | 1 670                         | 1 670                  | 470                           | 470                    | 451                           | 451                    |
| Transferts   | 5 557                         | 5 557                  | 5 714                         | 5 714                  | 6 224                         | 7 483                  |
| <b>P119 – Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements</b> |                               |                        |                               |                        | <b>200</b>                    |                        |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 200                           |                        |
| <b>P103 – Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi</b>      |                               |                        |                               |                        | <b>-3</b>                     |                        |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | -3                            |                        |
| <b>P112 – Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire</b>      |                               |                        |                               |                        |                               | <b>475</b>             |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        |                               | 475                    |
| <b>P147 – Politique de la ville</b>  |                               |                        |                               |                        | <b>85</b>                     | <b>85</b>              |
| Transferts   |                               |                        |                               |                        | 85                            | 85                     |
| <b>Total</b>   | <b>189 417</b>                | <b>189 417</b>         | <b>195 890</b>                | <b>195 890</b>         | <b>194 001</b>                | <b>195 533</b>         |

## COMPTES FINANCIERS 2019

## Avertissement

Le compte financier de l'opérateur a été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Produits   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|--|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Personnel  | 185 953             | 173 456                 | Subventions de l'État  | 190 178             | 190 491                 |
| <i>dont charges de pensions civiles</i>                              | 5 771               | 4 333                   | – subventions pour charges de service public                                       | 184 692             | 185 006                 |
|  |                     |                         | – crédits d'intervention( transfert)   | 5 486               | 5 486                   |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel                    | 128 300             | 143 699                 | Fiscalité affectée   |                     | 239                     |
| Intervention (le cas échéant)  | 5 486               | 5 466                   | Autres subventions   | 11 164              | 45 798                  |
| Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention) | 29 832              | 46 533                  | Autres produits  | 118 967             | 93 014                  |
| <i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>               | 29 832              | 44 938                  | <i>dont reprises aux amortissements et provisions</i>                              |                     | 15 224                  |
| <i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>        |                     | 1 596                   | <i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>                                 |                     | 2 844                   |
|  |                     |                         | <i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 14 724              | 12 239                  |
| <b>Total des charges</b>   | <b>319 739</b>      | <b>322 622</b>          | <b>Total des produits</b>  | <b>320 309</b>      | <b>329 543</b>          |
| Résultat : bénéficié   | 570                 | 6 921                   | Résultat : perte   |                     |                         |
| Total : équilibre du CR  | 320 309             | 329 543                 | Total : équilibre du CR  | 320 309             | 329 543                 |

\* Voté

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 15 678              | 23 148                  |
| Investissements                      | 105 926             | 66 181                  | Financement de l'actif par l'État                      | 451                 | 451                     |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État | 11 906              | 9 775                   |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      | 8                   | 9 020                   |
| Remboursement des dettes financières | 548                 | 10 781                  | Augmentation des dettes financières                    | 67 484              | 10 398                  |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>106 474</b>      | <b>76 962</b>           | <b>Total des ressources</b>                            | <b>95 527</b>       | <b>52 792</b>           |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     |                         | Diminution du fonds de roulement                       | 10 947              | 24 170                  |

\* Voté

L'exercice 2019 du Groupe Mines Télécom se clôture avec un résultat comptable bénéficiaire à hauteur de 6,9 M€, ce qui représente une amélioration significative par rapport à la prévision initiale du BI qui ressortait à 0,57 M€.

Cet écart par rapport à la prévision s'explique par une augmentation importante des produits enregistrés sur la somme des deux lignes « subventions autres que les subventions de l'Etat » et « autres produits » ; cette augmentation prend en compte le produit issu de la vente d'une première partie des locaux parisiens de l'IMT ainsi que des écritures de régularisation. Compte tenu des retraitements opérés entre ces deux lignes, il convient d'en faire une lecture globale et non différenciée.

L'augmentation constatée sur les charges de fonctionnement résulte d'une forte hausse des opérations d'ordre liées aux dotations aux amortissement et provisions. En neutralisant ce poste, les charges de fonctionnement diminuent. Les charges de personnel enregistrées au compte de résultat apparaissent en forte baisse par rapport aux prévisions initiales (cf. observations ci-après sur les autorisations budgétaires).

L'amélioration du résultat comptable permet de dégager une CAF plus importante que prévue. Enfin, l'impact de l'opération Saclay se traduit par un prélèvement sur le FDR de 24,17 M€.

## AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

| Dépenses                                | Budget initial 2019 |                | Compte financier 2019 * |                |
|---|---------------------|----------------|-------------------------|----------------|
|   | AE                  | CP             | AE                      | CP             |
| Personnel                               | 185 954             | 185 954        | 174 063                 | 174 063        |
| Fonctionnement                          | 97 516              | 98 467         | 96 183                  | 91 442         |
| Intervention                            | 5 486               | 5 486          | 5 613                   | 5 613          |
| Investissement                          | 55 329              | 105 926        | 61 827                  | 66 304         |
| <b>Enveloppe recherche</b>              | <b>0</b>            | <b>0</b>       | <b>0</b>                | <b>0</b>       |
| - Personnel                             | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| - Fonctionnement                        | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| - Investissement                        | 0                   | 0              | 0                       | 0              |
| <b>Total des dépenses AE (A) CP (B)</b> | <b>344 285</b>      | <b>395 833</b> | <b>337 686</b>          | <b>337 423</b> |
| Dépenses de pensions civiles globales   | 5 771               | 5 771          | 4 333                   | 4 333          |

\* Voté

(en milliers d'euros)

| Recettes  | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|---|---------------------|-------------------------|
| <b>Recettes globalisées</b>                     | <b>304 374</b>      | <b>300 223</b>          |
| Subvention pour charges de service public       | 184 692             | 185 006                 |
| Autres financements de l'État                   | 5 814               | 6 957                   |
| Fiscalité affectée                              | 0                   | 267                     |
| Autres financements publics                     | 15 010              | 33 191                  |
| Recettes propres                                | 98 858              | 74 802                  |
| <b>Recettes fléchées</b>                        | <b>11 908</b>       | <b>10 836</b>           |
| Financements de l'État fléchés                  | 3 947               | 3 935                   |
| Autres financements publics fléchés             | 5 626               | 2 607                   |
| Recettes propres fléchées                       | 2 335               | 4 294                   |
| <b>Total des recettes (C)</b>                   | <b>316 282</b>      | <b>311 059</b>          |
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1 = C – B)</b> | <b>0</b>            | <b>0</b>                |
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2 = B – C)</b>  | <b>79 551</b>       | <b>26 364</b>           |

\* Voté



## DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel      |               | Fonctionnement |              | Intervention |               | Investissement |                | Total          |  |
|---|----------------|---------------|----------------|--------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|--|
|   | AE = CP        | AE            | CP             | AE           | CP           | AE            | CP             | AE             | CP             |  |
| Formation   | 59 586         | 21 759        | 21 222         | 0            | 0            | 1 124         | 1 419          | <b>82 469</b>  | <b>82 227</b>  |  |
|   | 74 330         | 23 879        | 22 893         | 0            | 0            | 1 175         | 1 735          | <b>99 384</b>  | <b>98 958</b>  |  |
| Recherche et Innovation                                     | 86 782         | 24 916        | 24 868         | 0            | 0            | 8 899         | 8 945          | <b>120 597</b> | <b>120 595</b> |  |
|   | 71 751         | 20 797        | 20 244         | 0            | 0            | 5 543         | 7 564          | <b>98 091</b>  | <b>99 559</b>  |  |
| Support   | 38 694         | 44 752        | 46 046         | 0            | 0            | 43 802        | 94 789         | <b>127 248</b> | <b>179 529</b> |  |
|   | 26 054         | 39 413        | 35 832         | 0            | 0            | 50 307        | 52 850         | <b>115 774</b> | <b>114 736</b> |  |
| Vie étudiante   | 892            | 6 089         | 6 331          | 5 486        | 5 486        | 1 504         | 773            | <b>13 971</b>  | <b>13 482</b>  |  |
|   | 1 928          | 12 093        | 12 474         | 5 613        | 5 613        | 4 803         | 4 155          | <b>24 438</b>  | <b>24 170</b>  |  |
| <b>Total</b>  | <b>185 954</b> | <b>97 516</b> | <b>98 467</b>  | <b>5 486</b> | <b>5 486</b> | <b>55 329</b> | <b>105 926</b> | <b>344 285</b> | <b>395 833</b> |  |
|   | <b>174 063</b> | <b>96 183</b> | <b>91 442</b>  | <b>5 613</b> | <b>5 613</b> | <b>61 827</b> | <b>66 304</b>  | <b>337 686</b> | <b>337 423</b> |  |

\* Voté

## ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

| Besoins   | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (déficit) (D2)</b>  | <b>79 551</b>          | <b>26 364</b>              |
| Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements       | 364                    | 10 387                     |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins  | 1 156                  | 4 544                      |
| Autres décaissements non budgétaires  | 0                      | 894                        |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)</b> | <b>81 071</b>          | <b>42 188</b>              |
| <b>ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)</b>  | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Abondement de la trésorerie fléchée   | 0                      | 0                          |
| Abondement de la trésorerie non fléchée   | 55 503                 | 11 530                     |
| <b>Total des besoins</b>  | <b>81 071</b>          | <b>42 188</b>              |

\* Voté

(en milliers d'euros)

| Financements  | Budget initial<br>2019 | Compte financier<br>2019 * |
|---|------------------------|----------------------------|
| <b>Solde budgétaire (excédent) (D1)</b>   | <b>0</b>               | <b>0</b>                   |
| Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements      | 67 308                 | 10 010                     |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement                                    | 391                    | 2 251                      |
| Autres encaissements non budgétaires  | 0                      | 7 710                      |
| <b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)</b> | <b>67 699</b>          | <b>19 971</b>              |
| <b>PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)</b>  | <b>13 372</b>          | <b>22 217</b>              |
| Prélèvement sur la trésorerie fléchée   | 68 875                 | 33 747                     |
| Prélèvement sur la trésorerie non fléchée   | 0                      | 0                          |
| <b>Total des financements</b>   | <b>81 071</b>          | <b>42 188</b>              |

\* Voté

Le solde budgétaire du Groupe Mines Télécom ressort avec un déficit de 26,36M€ lié pour l'essentiel à l'opération de construction et de déménagement sur le campus de Saclay. Sans cette opération, c'est un solde excédentaire de 6,7M€ qui aurait été dégagé.

Le niveau du déficit final est cependant beaucoup moins important que celui prévu au BI en raison d'un volume de décaissement moindre sur les principales dépenses. Outre les reports divers liés à l'opération Saclay qui impactent tous les postes de dépenses<sup>1</sup>, les autres facteurs explicatifs sont les suivants :

- pour les dépenses de personnel, il s'agit principalement de recrutements reportés pour cause de décalage dans les contrats de recherche et de difficultés à pourvoir certains postes, accentuées cette année par l'installation sur la nouvelle implantation ;
- pour les dépenses de fonctionnement, il s'agit également de reports liés au décalage de contrats de recherche et d'efforts d'économie ;
- quant aux dépenses d'investissement, qui sont essentiellement concernées par Saclay, elles sont également impactées bien que dans une moindre mesure, par les décalages dans les opérations pluriannuelles immobilières conduites dans les neuf écoles du groupe.

Hors subventions de l'Etat, le montant des recettes exécutées se situe à un niveau inférieur à celui budgété au BI, en raison principalement des moindres recettes encaissées sur les contrats de recherche à la suite de reports de certains d'entre eux.

(1) Report de certaines dépenses liées au déménagement, à l'installation et à l'accompagnement des personnels

## ■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b>           | <b>2 601</b>            | <b>2 686</b>          | <b>2 629</b>     |
| – sous plafond                                       | 1 919                   | 1 932                 | 1 913            |
| – hors plafond                                       | 682                     | 754                   | 716              |
| <i>dont contrats aidés</i>                           |                         | 29                    |                  |
| <i>dont apprentis</i>                                | 30                      |                       | 33               |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         | <b>947</b>            | <b>1 027</b>     |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         | 942                   | 920              |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         | 5                     | 107              |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

S'agissant des emplois rémunérés au niveau opérateur, le niveau d'exécution en deçà des prévisions initiales se justifie :

- pour les emplois hors plafond, par le décalage évoqué ci-avant des contrats de recherche qui impacte le rythme des recrutements ;
- pour les emplois sous plafond, par des difficultés de recrutements sur certains postes, par des départs d'agents qui n'ont pu être remplacés sur l'exercice, ces difficultés étant accentuées suite au déménagement sur le campus de Saclay.

En ce qui concerne les emplois rémunérés sur le titre 2, la sous-consommation constatée reflète l'impact du schéma d'emploi très contraint appliqué pour la seconde année consécutive, accru davantage encore cette année par les difficultés particulières rencontrées notamment dans les recrutements d'enseignants chercheurs par concours.

Les emplois rémunérés par d'autres organismes correspondent majoritairement aux agents du CNRS employés dans les Unités Mixtes de recherche (UMR) de l'IMT (chiffres omis les années précédentes).

## LNE - LABORATOIRE NATIONAL DE MÉTROLOGIE ET D'ESSAIS

Le contrat d'objectifs 2017-2020 a été signé le 31 août 2017. Ce contrat intègre les enjeux liés à la nouvelle France industrielle et à l'industrie du futur, portés par le ministère de l'économie et des finances, pour orienter la recherche du LNE vers ces thématiques, et demande à l'établissement d'accroître le transfert de technologie vers les entreprises.

La stratégie mise en œuvre par le directeur général nommé en mars 2016 a continué de porter ses fruits en 2019. La mise en œuvre du pilotage par la marge, associée au processus de recentrage de l'établissement sur son cœur de métier, ont assaini la situation financière de l'établissement. Les taux de marge des diverses activités de l'établissement continuent de progresser.

Les activités de recherche du LNE en 2019 ont principalement porté sur les nanotechnologies, la fabrication additive et l'intelligence artificielle. Concernant la métrologie scientifique, le LNE a démarré ses travaux de mise en œuvre du transfert des connaissances scientifiques à l'industrie à la suite de la redéfinition des unités du système international d'unités (quatre d'entre elles ont été redéfinies en 2018 à l'occasion de la Conférence générale des poids et mesures). Le LNE a par ailleurs maintenu son implication dans les instances de normalisation françaises et internationales, il a notamment apporté son expertise dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la fabrication additive, et accru sa participation dans le domaine de la nanométrie.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) du LNE sur la période 2017 - 2020 a été mis en œuvre en 2019. Le programme de rénovation des locaux s'est poursuivi en 2019 et les investissements ont été fortement accrus. Dans la mesure du possible, le LNE mutualise ses achats avec l'UGAP.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

| Programme intéressé<br>ou nature de la dépense  | Réalisation 2018 (RAP)        |                        | LFI 2019                      |                        | Réalisation 2019              |                        |
|---|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|
|   | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement | Autorisations<br>d'engagement | Crédits<br>de paiement |
| <b>P174 – Énergie, climat et après-mines</b>  | <b>766</b>                    | <b>766</b>             |                               |                        | <b>850</b>                    | <b>850</b>             |
| Dotations en fonds propres  |                               |                        |                               |                        | 20                            | 20                     |
| Transferts  | 766                           | 766                    |                               |                        | 830                           | 830                    |
| <b>P172 – Recherches scientifiques et<br/>technologiques pluridisciplinaires</b>            |                               |                        |                               |                        | <b>186</b>                    | <b>186</b>             |
| Subventions pour charges de service public  |                               |                        |                               |                        | 186                           | 186                    |
| <b>P192 – Recherche et enseignement supérieur en<br/>matière économique et industrielle</b> | <b>24 065</b>                 | <b>24 065</b>          | <b>24 385</b>                 | <b>24 385</b>          | <b>23 904</b>                 | <b>23 904</b>          |
| Subventions pour charges de service public  | 21 569                        | 21 569                 | 21 785                        | 21 785                 | 17 011                        | 17 011                 |
| Dotations en fonds propres  | 2 496                         | 2 496                  | 2 600                         | 2 600                  | 2 519                         | 2 519                  |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        | 4 374                         | 4 374                  |
| <b>P751 – Structures et dispositifs de sécurité<br/>routière</b>                            |                               |                        |                               |                        |                               | <b>345</b>             |
| Transferts  |                               |                        |                               |                        |                               | 345                    |
| <b>Total</b>  | <b>24 831</b>                 | <b>24 831</b>          | <b>24 385</b>                 | <b>24 385</b>          | <b>24 940</b>                 | <b>25 285</b>          |

Les crédits versés au LNE en 2019 se sont élevés à 23 904 k€ sur le P192. L'écart avec la LFI 2019 résulte de la mise en réserve de 481 k€. En outre, les crédits ont été répartis en 2019 sur 2 titres, afin de respecter les règles d'imputation comptable des crédits de l'État.

## COMPTE FINANCIER 2019

### Avertissement

Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

## COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

| Charges   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 *  | Produits   | Budget initial 2019    | Compte financier 2019 *         |
|---|---------------------|--------------------------|--|------------------------|---------------------------------|
| Personnel<br><i>dont charges de pensions civiles</i>  | 43 510              | 42 450<br>156            | Subventions de l'État<br><i>– subventions pour charges de service public<br/>– crédits d'intervention( transfert)</i>  | 17 170<br>17 170       | 17 194<br>17 194                |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel   | 28 940              | 31 920                   | Fiscalité affectée   |                        |                                 |
| Intervention (le cas échéant)   |                     |                          | Autres subventions   |                        |                                 |
| Opérations d'ordre (incluses dans Fonctionnement et/ou Intervention)<br><i>dont dotations aux amortissements et provisions<br/>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i> | 6 560<br>6 560      | 10 326<br>6 595<br>3 731 | Autres produits<br><i>dont reprises aux amortissements et provisions<br/>dont produits de cession d'éléments d'actif<br/>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i> | 55 770<br>350<br>4 750 | 60 989<br>557<br>3 812<br>4 839 |
| <b>Total des charges</b>  | <b>72 450</b>       | <b>74 370</b>            | <b>Total des produits</b>  | <b>72 940</b>          | <b>78 183</b>                   |
| Résultat : bénéfice   | 490                 | 3 813                    | Résultat : perte   |                        |                                 |
| Total : équilibre du CR   | 72 940              | 78 183                   | Total : équilibre du CR  | 72 940                 | 78 183                          |

\* Voté

## TABLEAU DE FINANCEMENT ABRÉGÉ

(en milliers d'euros)

| Emplois                              | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * | Ressources   | Budget initial 2019 | Compte financier 2019 * |
|--------------------------------------|---------------------|-------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| Insuffisance d'autofinancement       |                     |                         | Capacité d'autofinancement                             | 1 950               | 4 931                   |
| Investissements                      | 5 200               | 6 144                   | Financement de l'actif par l'État                      | 2 500               | 3 672                   |
|                                      |                     |                         | Financement de l'actif par les tiers autres que l'État |                     |                         |
|                                      |                     |                         | Autres ressources                                      |                     | 3 813                   |
| Remboursement des dettes financières | 328                 | 1 961                   | Augmentation des dettes financières                    | 50                  |                         |
| <b>Total des emplois</b>             | <b>5 528</b>        | <b>8 105</b>            | <b>Total des ressources</b>                            | <b>4 500</b>        | <b>12 416</b>           |
| Augmentation du fonds de roulement   |                     | 4 311                   | Diminution du fonds de roulement                       | 1 028               |                         |

\* Voté

## COMPTE DE RESULTAT

L'établissement enregistre pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive un résultat net bénéficiaire (+3 813 k€). Cela s'explique par la progression du chiffre d'affaires, une masse salariale moindre que prévue au budget initial et une cession d'actif.

La subvention de l'État se compose de la subvention de fonctionnement versée par le ministère chargé de l'industrie (17 011 k€), d'une subvention de fonctionnement versée par le ministère chargé de la recherche (92 k€) et d'une convention avec l'ACTIA (opérateur sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture) de 91 k€.

Les dépenses de personnel sont inférieures aux prévisions en raison de difficultés de recrutement persistantes dans certains domaines d'expertise du LNE, et ce malgré la démarche active de recherche de talents rares, qui aura permis de couvrir partiellement certains besoins.

La cession d'actif d'un montant de 3,8 M€ correspond à la vente d'un bâtiment.

### TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGÉ

La capacité d'autofinancement et le fonds de roulement de l'établissement sont très supérieurs aux niveaux anticipés en budget initial.

Des ressources non prévues ont été perçues pour un total de 5 M€ qui ont permis d'augmenter notamment les remboursements de dettes financières (+1,6 M€) et les investissements prévus (+0,9 M€).

Le financement de l'actif par l'État concerne la subvention d'investissement, tandis que la prévision correspond au montant anticipé de dotation en fonds propres.

Les autres ressources, pour un montant de 3,8 M€, correspondent à des subventions d'investissement dans le cadre de conventions avec le Laboratoire central pour la qualité de l'air, l'ANR et le CNRS.

Le compte de tiers (3 322 k€) se décompose en une subvention de fonctionnement de 2 774 k€ et une subvention d'investissement de 1 600 k€ accordée aux autres laboratoires nationaux de métrologie, de 2 519 k€ de subvention d'investissement pour le LNE (enregistrée dans le compte de tiers avant d'être engagée), et de – 3 571 k€ correspondant à la partie de subvention d'investissement comptabilisée et engagée par le LNE en 2019 pour investir (poste ressources de l'État du tableau de financement).

### DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

| Destination<br><i>Budget initial<br/>Compte financier *</i> | Personnel                | Fonctionnement           | Intervention           | Investissement         | Total                    |
|---|--------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|
| Domaine marchand  | 17 690<br>17 613         | 8 515<br>12 335          | 0<br>0                 | 1 000<br>1 095         | 27 205<br>31 043         |
| Domaine public  | 11 552<br>12 430         | 7 005<br>6 640           | 4 500<br>4 978         | 1 500<br>1 235         | 24 557<br>25 283         |
| Fonctions support   | 14 268<br>12 407         | 6 700<br>12 945          | 0<br>0                 | 3 000<br>3 545         | 23 968<br>28 897         |
| <b>Total</b>  | <b>43 510<br/>42 450</b> | <b>22 220<br/>31 920</b> | <b>4 500<br/>4 978</b> | <b>5 500<br/>5 875</b> | <b>75 730<br/>85 223</b> |

\* Voté

### CONSOLIDATION DES EMPLOIS

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| <b>Emplois rémunérés par l'opérateur :</b> | <b>674</b>              | <b>621</b>            | <b>616</b>       |
| – sous plafond                             | 282                     | 282                   | 282              |

|  | Réalisation 2018<br>(1) | Prévision 2019<br>(2) | Réalisation 2019 |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------|
| – hors plafond                                       | 392                     | 339                   | 334              |
| <i>dont contrats aidés</i>                           | 18                      | 15                    | 15               |
| <i>dont apprentis</i>                                |                         |                       |                  |
| <b>Autres emplois en fonction dans l'opérateur :</b> |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par ce programme              |                         |                       |                  |
| – rémunérés par l'État par d'autres programmes       |                         |                       |                  |
| – rémunérés par d'autres collectivités ou organismes |                         |                       |                  |

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2018.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2019.

L'écart entre la prévision et la réalisation des emplois s'explique par des difficultés de recrutement, notamment dans les domaines d'expertise du laboratoire.

Le nombre de contrats aidés s'élève à 25 (représentant 15 ETPT), qui se répartissent en 20 contrats d'apprentissage et 5 contrats de professionnalisation.